



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 21st, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Airov Textiles Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Issie Airov. Moe Airov et Dave Airov, marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre, en gros et en détail, des vêtements de toute description pour dames, hommes et enfants, menus objets, bibelots, articles de maison, produits en plastique, marchands de lainages, soieries, coton et toutes autres sortes de tissus, garnitures et ornements et toutes autres étoffes, sous le nom de "Airov Textiles Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Letters Patent

"Airov Textiles Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Issie Airov, Moe Airov and Dave Airov, merchants, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell, wholesale and retail, ladies', men's and children's clothing of every description, smallwares, notions, household goods, plastic products, to be dealers in woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings and ornaments and any other materials, under the name of "Airov Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montréal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15729 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15729-o Deputy Attorney General.

"Ano Limitée — Ano Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Emé Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, Émile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, célibataire majeure, de la ville de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturier, de vendeur, agent ou représentant, au gros ou au détail de tout objet de bijouterie quelconque, joaillerie, verrerie, poterie, cuir, objets de piété ou religieux, sous le nom de "Ano Limitée — Ano Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et de 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50.00 chacune est fixé à la somme de \$25,000.00 monnaie courante du Canada.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15730-o L. DÉSILETS.

"Ano Limitée — Ano Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: Emé Lacroix, advocate, of the Town of Mount Royal, Émile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer, salesman, agent or representative, whether wholesale or retail, of any piece of jewellery whatsoever, jewellery, glassware, pottery, leather, piety or religious objects, under the name of "Ano Limitée — Ano Limited".

The amount of the capital stock of the company, divided into 150 preferred shares of a par value of \$100 each and 200 common shares of a par value of \$50 each, is fixed to the sum of \$25,000, Canadian currency.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15730 Deputy Attorney General.

"Associated Suppliers Woodenware Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'août 1946, constituant en corporation: Max Crestohl, avocat, Henry Buller, étudiant et Lilian Freedman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, acheter, vendre, réparer, négocier, importer, exporter et autrement faire le commerce de meubles, supports de vêtements, jouets, ustensiles et accessoires de maison, ameublement de bureau, cabinets, paniers, cabarets, cadres, moulures en bois, métaux, plastiques et autres matériaux, sous le nom de "Associated Suppliers Woodenware Ltd.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 4,900 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St. Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15731 L. DÉSILETS.

"Associated Suppliers Woodenware Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1946, incorporating: Max Crestohl, advocate, Henry Buller, student, and Lilian Freedman, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, buy, sell, repair, job in, import, export and otherwise deal in furniture, clothes hangers, toys, household utensils and equipment, office furniture, cabinets, baskets, trays, picture frames, moldings, in wood, metals, plastics and other materials, under the name of "Associated Suppliers Woodenware Ltd.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 4900 shares, of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at St. Johns, in the District of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15731-o Deputy Attorney General.

"Autobus Regional Transport Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation, J.-Dollard Trudel, cultivateur, rentier, domicilié près Amos, J.-Martin Trudel, contracteur machiniste, près Amos, et Paul-E. Trudel, contracteur machiniste, domicilié à Amos, tous

"Autobus Regional Transport Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: J. Dollard Trudel farmer, annuitant, domiciled near Amos, J. Martin Trudel, contractor machinist, near Amos, and Paul E. Trudel, contractor machinist, domiciled at Amos, all of the district of Abitibi,

du district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous, ou l'un ou l'autre des commerces suivants: voituriers publics, agents de transport, emmagasineurs et entreposeurs, agents de transfert et de messageries, et tout autre commerce similaire existant ou tous droit ou franchise accordés à la compagnie, à tels endroits que la compagnie croira convenable, et moyennant rémunération;

Acheter, vendre, louer, importer, assembler et autrement faire le commerce et le négoce de camions, tracteurs, automobiles, autobus, voitures, véhicules de toutes sortes, et toutes les pièces utilisées dans leur construction, aussi bien que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et exercer les opérations d'ateliers de machines en général, réparer, améliorer, et exercer les opérations de garage, et de forge et de soudure en général, sous le nom de "Autobus Regional Transport Inc.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 40,000 actions de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15732-o L. DESILETS.

"Ballin Mfg. Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Max Liverman, avocat, Alice Axelrod et Annie McNamee, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail et négociants de toutes sortes de vêtements pour hommes, blouses, vêtements de plage, manteaux "bruach", tabliers, jupes, pantalons de sport, vêtements de sport, tuniques, chemises de sport et combinaisons de chemises et pantalons de sport, robes de maisons pour dames, demoiselles et adolescentes, et, en général, exercer l'industrie et le commerce de tous autres accessoires et appartenances se rapportant aux articles de commerce précédents, sous le nom de "Ballin Mfg. Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15733 L. DESILETS.

"Baribeau-Hymans Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Richard Allyn, avocat, Gisèle Girard, commis de bureau, célibataire, tous deux de la cité de Québec, et Juliette Verret, commis de bureau, célibataire, de Loretteville, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all, or one or the other of the following businesses: public carriers, transport agents, warehousemen and storage men, transfer and express agents, and any other similar existing business or any right or franchise granted to the company, at such places as the company may deem suitable, and for payment;

To buy, sell, lease, import, assemble and otherwise trade and deal in and with trucks, tractors, automobiles, autobusses, carriages, vehicles of all kinds, and all parts used in their construction, as well as motors, engines, machinery of all kinds, and to carry on the business of a general machine shop, repair, improve and carry on the business of a garage and forge and that of soldering in general, under the name of "Autobus Regional Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Amos, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15732 Deputy Attorney General.

"Ballin Mfg. Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Max Liverman, advocate, Alice Axelrod and Annie McNamee, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in, as importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in all kinds of men's wearing apparel, ladies', misses' and junior blouses, beach wear, brunch coats, pinafores, skirts, slacks, casual sportswear, jumpers, sport shirt and slack combinations, housecoats, and in general to carry on trade and business in all other supplies and appurtenances used in connection with the foregoing articles of commerce, under the name of "Ballin Mfg. Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15733-o Deputy Attorney General.

"Baribeau-Hymans Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1946, incorporating: Richard Allyn, advocate, Gisèle Girard, office clerk, spinster, both of the city of Quebec, and Juliette Verret, office clerk, spinster, of Loretteville, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire de l'exploitation forestière, faire commerce comme marchand de bois sous toutes ses formes, acquérir, opérer et vendre des moulins à scie, moulins à bardeaux, moulins à pulpe, exercer l'industrie de fabrication et faire en gros et détail le commerce d'achat, vente, distribution, importation et exportation de marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou des substances synthétiques sont parties constituantes, faire la construction et le commerce de maisons et autres édifices, le commerce d'immeubles, l'achat et la vente de valeurs mobilières et immobilières, le tout comme principal, agent, courtier ou marchand à commission, sous le nom de "Baribeau-Hymans Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$50,000.00 (cinquante mille dollars) divisé en cinq cents (500) actions de \$100.00 (cent) chacune.

La partie du capital actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quarante-cinq mille dollars (\$45,000.00) divisée en 450 actions de \$100.00 (cent dollars) chacune;

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15734-c

L. DESILETS.

"Beauce Knitting Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'août 1946, constituant en corporation: Bruno Bélanger, manufacturier, Armand Poulin et Charles-Eugène Desrochers, comptables, tous de Saint-Georges-de-Beauce, district de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des articles tricotés de toute description, des textiles et toutes marchandises sèches, sous le nom de "Beauce Knitting Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges-de-Beauce, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15735-c

L. DESILETS.

"Bert Light, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Bert Light, bijoutier, Mario-E. Lattoni, C.R., procureur, et Lionel Lefebvre, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands qui s'occupent du négoce de toutes catégories de marchandises ordinairement gardées en magasin par les bijoutiers, argentiers, fabricants de montres, horlogers, ainsi que comme marchands de tous matériaux, outils, machinerie, accessoires, meubles, appliques et outillage qui se rapportent auxdites occupations, sous le nom de "Bert Light, Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

To engage in lumbering operations, deal in lumber in all forms of same, acquire, operate and sell saw-mills, shingle mills, pulp mills, to carry on the manufacturing business and the wholesale and retail business of buying, selling, distributing, importing and exporting merchandise in which wood or metal or synthetic substances are component parts, to build and deal in houses and other buildings, the real estate business, the buying and selling of movable and immovable securities, the whole as principal, agent, broker or commission merchant, under the name of "Baribeau-Hymans Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$50,000 (fifty thousand dollars), divided into five hundred (500) shares of one hundred (\$100) each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be forty-five thousand dollars (\$45,000), divided into 450 shares of \$100 (one hundred dollars) each.

The head office of the company will be at Lévis, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1946.

L. DESILETS,

15734

Deputy Attorney General.

"Beauce Knitting Co. Ltd."

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of August, 1946, incorporating: Bruno Bélanger, manufacturer, Armand Poulin and Charles-Eugène Desrochers, accountants, all of Saint Georges de Beauce, district of Beauce, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of the manufacture, purchase and sale of knitted goods of every description, textiles and any dry goods, under the name of "Beauce Knitting Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges de Beauce, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1946.

L. DESILETS,

15735

Deputy Attorney General.

"Bert Light, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-second day of July, 1946, incorporating: Bert Light, jeweller, Mario-E. Lattoni, K.C., barrister, and Lionel Lefebvre, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in all classes of merchandise usually carried in stock by jewellers, silversmiths, watchmakers, clockmakers, as well as dealers in all materials, tools, machinery, supplies, furniture, fixtures and equipment of an incidental to the said occupations, under the name of "Bert Light, Inc.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 common shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15736 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15736-o Deputy Attorney General.

"Clark-Venis Lumber Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, avocat et conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, et Ethel E. Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, exporter et importer tous genres et sortes de bois de construction et produits de bois de construction, et, relativement à iceux, acquérir et posséder des droits et terrains forestiers;

Posséder et exploiter des scieries et couper et faire des billots des produits de la forêt, sous le nom de "Clark-Venis Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15737 L. DÉSILETS.

"Clark-Venis Lumber Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.S.R., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1946, incorporating: Samuel E. Schwisberg, advocate and King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, and Ethel E. Schwisberg, secretary, spinster of the fullage of majority all of the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, export and import, all manner and kinds of lumber and lumber products, and, ancillary thereto, to acquire and own timber rights and timber lands;

To own and operate sawmills and to cut and log products of the forest, under the name of "Clark-Venis Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15737-o Deputy Attorney General.

"Dorval Wood & Steel Works Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour d'août 1946, constituant en corporation: Roger Lacoste, conseil en Loi du Roi, de la cité d'Outremont, Marc Lacoste, de la cité de Montréal, et Jacques Viau, de la cité de Lachine, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre le bois de construction sous toutes ses formes, le fer, l'acier et autres métaux;

Fabriquer, ouvrir, réparer des meubles, toutes sortes de produits, d'articles ou de marchandises en bois, en métal, en bois et en métal, et en faire le commerce, sous le nom de "Dorval Wood & Steel Works Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15738-o L. DÉSILETS.

"Dorval Wood & Steel Works Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1946, incorporating: Roger Lacoste, King's Counsel, of the city of Outremont, Marc Lacoste, of the city of Montreal, and Jacques Viau, of the city of Lachine, all advocates, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell lumber in all forms of same, iron, steel and other metals;

To manufacture, work, repair furniture, all kinds of products, wares or merchandise in wood, metal or wood and metal and to deal with the same, under the name of "Dorval Wood & Steel Works Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorval, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15738 Deputy Attorney General.

"Frenchshire Blouses Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'août 1946, constituant en corporation: Harry Batshaw, C.R., Louis Feigenbaum et Nathaniel L. Levy, tous

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1946, incorporating: Harry Batshaw, K.C., Louis Feigenbaum and Nathaniel L. Levy, all advocates, of the city and dis-

avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, habits, vêtements et fournitures de toute sorte et description pour dames et messieurs et la matière première utilisée dans ou pour iceux, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Frenchshire Blouses Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15739

L. DÉSILETS.

"Garage Joyal Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour d'août 1946, constituant en corporation: Rémi Joyal, garagiste, Louis Martineau, comptable, et Albert Joyal, mécanicien, tous de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, dans le gros et le détail, de toutes pièces et accessoires d'automobile;

Exercer le commerce et la vente des chars, camions, tracteurs, ou toute autre machine à combustion, remorques, ainsi que toutes parties qui se rattachent au commerce des chars et camions, sous le nom de "Garage Joyal Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$80,000.00, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, dans le district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15740-o

L. DÉSILETS.

"General Manufacturing Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'août 1946, constituant en corporation: Georges Guérette, Gilbert Guérette, industriels, Georgette Guérette, comptable, fille majeure, tous trois domiciliés à Saint-Simon-de-Drummond, Philippe Pélouquin, notaire, domicilié à Saint-Germain-de-Grantham, et Estelle Troie, sténographe, fille majeure, domiciliée à Drummondville, tous du district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Se porter acquéreur d'une industrie déjà existante;

Fabriquer et vendre de la machinerie et de l'outillage;

Fabriquer et vendre des objets en bois, en métal, en plastique ou autres substances;

Fabriquer et vendre des brûleurs à l'huile;

Faire la réparation de machineries ou d'outillages, sous le nom de "General Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Simon-de-Drummond, dans le district d'Arthabaska.

district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "Frenchshire Blouses Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15739-o

Deputy Attorney General.

"Garage Joyal Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1946, incorporating: Rémi Joyal, garage-keeper, Louis Martineau, accountant, and Albert Joyal, mechanic, all of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in automobile parts and accessories of all kinds;

To carry on the business of selling cars, trucks, tractors, or any other combustion machine trailers, as well as all parts incidental to the car and truck business, under the name of "Garage Joyal Limitée".

The amount of capital stock of the company is \$80,000, divided into 8,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15740

Deputy Attorney General.

"General Manufacturing Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1946, incorporating: Georges Guérette, Gilbert Guérette, manufacturers, Georgette Guérette, accountant, spinster, all three domiciled at Saint-Simon-de-Drummond, Philippe Pélouquin, notary, domiciled at Saint-Germain-de-Grantham, and Estelle Troie, stenographer, spinster, domiciled at Drummondville, all of the district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire an already existing business;

To manufacture and sell machinery and equipment;

To manufacture and sell wooden, metal, or plastic objects, or objects made of other substances;

To manufacture and sell oil burners;

To carry on the repairing of machinery or equipment, under the name of "General Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Simon-de-Drummond, in the district of Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15741-o L. DÉSILETS.

"Gilnor Amusement Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1946, constituant en corporation: Roger Turgeon, tavernier, Roger-William Pilon, vendeur, tous deux de la cité de Montréal, et Paul Leblanc, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, produire, réaliser, louer, vendre, exploiter, acheter et échanger, distribuer, projeter et répandre des films cinématographiques de tous genres et de tous systèmes, des opéras, pièces de théâtre, vaudevilles, pantomimes et spectacles, et d'une façon générale, faire tous actes relatifs à la réalisation des buts ci-dessus, sous le nom de "Gilnor Amusement Incorporated", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15742-o L. DÉSILETS.

"Green Gables Inc."

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1946, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman et Harold S. Freeman, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des habits de toute description, et acquérir, acheter, tenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes et vêtements pour dames, sous le nom de "Green Gables Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15743 L. DÉSILETS.

**"Grenier, Ruel & Cie Inc."
"Grenier, Ruel & Co. Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: J.-N.-Emile Grenier, courtier, Lionel Roussin, comptable agréé, tous deux de la cité de Québec, et J.-Paul-E. Ruel, courtier, de la cité de Lauzon, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15741 Deputy Attorney General.

"Gilnor Amusement Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1946, incorporating: Roger Turgeon, tavern-keeper, Roger-William Pilon, salesman, both of the city of Montreal, and Paul Leblanc, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, realize, lease, sell, operate, purchase and exchange, distribute, show and circulate moving picture, films of every kind and of every system, operas, plays, vaudeville, pantomime and performances, and, generally, to perform all acts connected with the realization of the above-mentioned purposes, under the name of "Gilnor Amusement Incorporated", with a total stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each, par value.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15742 Deputy Attorney General.

"Green Gables Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1946, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman and Harold S. Freeman, advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export of all kinds of ladies' dresses and garments, under the name of "Green Gables Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15743-o Deputy Attorney General.

**"Grenier, Ruel & Cie Inc."
"Grenier, Ruel & Co. Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: J. N. Emile Grenier, broker, Lionel Roussin, chartered accountant, both of the city of Quebec, and J. Paul-E. Ruel, broker, of the city of Lauzon, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Agir comme courtiers en valeurs et faire tout commerce ou opération se rapportant à l'un quelconque de ce genre d'affaires, et sans aucunement limiter la généralité de ce qui précède;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, pour son propre compte, ou pour le compte d'autrui, toute obligation, débenture, action, action-débenture ou autre valeur commerciale ou non commerciale, de tout gouvernement ou de toute corporation municipale, scolaire ou autre, de toute compagnie, ou autre corps public ou privé quelconque, sous le nom de "Grenier, Ruel & Cie Inc. — Grenier, Ruel & Co. Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$49,000.00, divisé en 400 actions de \$25.00 chacune, et 390 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15744-o

L. DÉSILETS.

"Hiltoy Company Inc."

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Irving Lapkoff, manufacturier, Dame Clarine Baron Lapkoff, épouse séparée de biens de Irving Lapkoff et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Myer Gameroff, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands et distributeurs de toutes sortes d'articles fabriqués de bois, jouets, supports, étagères, manches, couvercles, meubles, chaises, tables, pupitres, boîtes, articles de sport, accessoires de maison, nouveautés et tous tels autres articles qui peuvent être fabriqués de bois, métal, acier, carton et plastiques, et toutes ces autres matières desquelles ces autres produits peuvent être fabriqués, sous le nom de "Hiltoy Company Inc."

Manufacturer des jouets, nouveautés et menus objets de toutes sortes et descriptions;

Manufacturer des porte-monnaie, portefeuilles, articles en cuir, articles en plastique et spécialités de publicité, sous le nom de "Hiltoy Company Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15745

L. DÉSILETS.

"Hôtel Bellevue Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Gustave Richer, agent, Odilon Labre, gérant, et Joseph-Roger Picotte, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer,

To act as stock broker and engage in any business or operations connected with one or another of such kind of business, and without any limitation as to the generality of the foregoing;

To purchase or otherwise acquire and sell for itself or for others, any bond, debenture, share, debenture-stock or other commercial or non-commercial security of any municipal, school or other corporation, or of any company or other public or private body whatever, under the name of "Grenier, Ruel & Cie Inc. — Grenier, Ruel & Co. Inc."

The amount of the capital stock of the company will be \$49,000, divided into 400 shares of \$25 each and 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15744

Deputy Attorney General.

"Hiltoy Company Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1946, incorporating: Irving Lapkoff, manufacturer, Dame Clarine Baron Lapkoff, wife separate as to property of Irving Lapkoff, and duly authorized by him for these presents, and Myer Gameroff, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of articles manufactured from wood, toys, hangers, stands, handles, covers, furniture, chairs, tables, desks, boxes, sporting goods, households accessories, novelties, and all such other articles that can be manufactured from wood, metal, steel, cardboard and plastics, and all such other materials from which such other products can be manufactured, under the name of "Hiltoy Company Inc."

To manufacture toys, novelties and smallware of all kinds and description;

To manufacture pocketbooks, wallets, leather goods, plastic goods, and advertising specialties, under the name of "Hiltoy Company Inc.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15745-o

Deputy Attorney General.

"Hôtel Bellevue Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Gustave Richer, agent, Odilon Labre, manager, and Joseph Roger Picotte, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, build, buy, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, change,

changer, vendre ou autrement en disposer, des hôtels, restaurants, cafés, et salles de rafraîchissement; exercer le commerce d'hôteliers licenciés, marchands de tabac, bière et vins, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres liqueurs douces, le commerce de pourvoyeurs, fournisseurs pour des amusements publics d'une manière générale; le commerce de propriétaires d'automobiles, carrosses, voitures, équipages, propriétaires de garage, agents d'immeubles, messagers et gardiens d'entrepôts, sous le nom de "Hôtel Bellevue Inc.", avec un capital de \$40,000.00, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly Canton, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15746-o L. DÉSILETS.

"Immeubles Cantin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour d'août 1946, constituant en corporation: Gaston Cadrin, industriel, de Sillery, Juliette Lachance et Hélène Talbot, secrétaires, filles majeures, toutes deux de la ville de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs de tous travaux entreprises, bâtisses et constructions quelconques;

Agir comme agent d'immeubles pour la vente, cession, transport, échange d'immeubles, bâtisses, terrains et toutes constructions quelconques; louer, agir comme agent pour la location des logements, édifices commerciaux, bureaux, et tout autre local ou immeuble;

Faire le commerce du bois, de pierre, de sable, de gravier, de ciment, de chaux, de briques, de pierre artificielle, de tuile ou autres matériaux de construction quelconque, sous le nom de "Immeubles Cantin Inc."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$100,000.00 divisé en 1000 actions de \$100.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$30,000.00 dollars, divisée en 300 actions de \$100.00 dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15747-o L. DÉSILETS.

"J. A. Bélanger Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour d'août 1946, constituant en corporation: Jean Bélanger, Joseph-Alfred Bélanger, marchands, et Dame Cordélia Vinette Bélanger, épouse séparée de biens de Joseph-Alfred Bélanger, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs exportateurs, manufacturiers, marchands

sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés and refreshment rooms; to carry on the business of licensed hotel-keepers, tobacco, beer and wine merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other soft drinks, the business of caterers and suppliers for public amusements in a general manner; the business of proprietors of automobiles, carriages, waggons, conveyances; garage owners, real estate agents, expressmen and warehousemen, under the name of "Hôtel Bellevue Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Chambly Canton, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15746 Deputy Attorney General.

"Immeubles Cantin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1946, incorporating: Gaston Cadrin, manufacturer, of Sillery, Juliette Lachance and Hélène Talbot, secretaries, spinsters, both of the city of Quebec, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To act generally as contractors or building contractors for any works, undertakings, buildings and constructions whatsoever;

To act as real estate agent for the sale, assignment, transfer, exchange of immovables, buildings, lands and any structures whatsoever; to lease, act as agent for the leasing of dwellings, commercial buildings, offices and any other premises or immovable;

To deal in wood, stone, sand, gravel, cement, lime, brick, artificial stone, tile or other building materials whatsoever, under the name of "Immeubles Cantin Inc."

The amount of joint capital stock of the company will be \$100,000 divided into 1000 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15747 Deputy Attorney General.

"J. A. Bélanger Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1946, incorporating: Jean Bélanger, Joseph-Alfred Bélanger, merchants, and Dame Cordélia Vinette Bélanger, wife separate as to property of Joseph-Alfred Bélanger, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers exporters, manufacturers, wholesale and retail

et négociants en gros et en détail de drap, fourrures, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, soies, satins, lainages, tissus de toutes sortes, marchandises en drap et coton;

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands de draps, pelletiers, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs, négociants en gros et en détail de coton et tissus de toutes sortes, garnitures de fourrures et d'habits, soutaches, lacets, ornements, dentelles, boutons, bibeloteries, articles en cuir, habits et vêtements de toute description, sous le nom de "J. A. Bélanger Limitée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15748-o L. DESILETS.

merchants and dealers in cloth, furs, dry-goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, fabrics of all kinds, cloth and cotton merchandise;

To carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, hosiers, milliners, outfitters, hatters, gloves, manufacturers, importers, wholesale and retail dealers in cotton and fabrics of all kinds, fur and suit trimmings, soutache, braids, ornaments, laces, buttons, knick-knacks, leather goods, suits and wearing apparel of all kinds, under the name of "J. A. Bélanger Limitée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15748 Deputy Attorney General.

"Labelle Kitchen Equipment Co. Ltd."
"La Compagnie d'Équipement de Cuisine Labelle Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Arthur Labelle, Cléophas Labelle, Armand Labelle et Henri Labelle, manufacturiers, et Philippe Beauregard, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, et exporter, agir comme agent pour vendre en gros et en détail négocier à forfait et généralement faire commerce, manufacturer et vendre toutes sortes d'accessoires de cuisine, petits et gros, peuleuses, laveuses, malaxeurs de toutes sortes, poêles à gaz, à l'électricité, au charbon ou à l'huile, réchauds de toutes sortes, ustensiles, légumiers à vapeur, rôtissoires de toutes sortes, bouilloires, tables à vapeur, à vaisselle, de travail, tables pour pâtisseries, et généralement tous genres d'ameublement de cuisine, de salle à manger ou autres; préparer des plans de cuisines, les manufacturer, construire, installer et réparer, sous le nom de "Labelle Kitchen Equipment Co. Ltd.—La Compagnie d'Équipement de Cuisine Labelle Ltée", avec un capital total de \$150,000.00, divisé en 15,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15749-o L. DESILETS.

"Labelle Kitchen Equipment Co. Ltd."
"La Compagnie d'Équipement de Cuisine Labelle Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Arthur Labelle, Cléophas Labelle, Armand Labelle and Henri Labelle, manufacturers, and Philippe Beauregard, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, and export, act as agent for the wholesale and retail sale of, trade and deal generally in, manufacture and sell all kinds of kitchen equipment, both large and small, peeling machines, washing machines, mixers of all kinds, gas, electric, coal or oil stoves, hot plates of all kinds, utensils, pressure cookers, roasting pans of all kinds, boilers, steaming tables, tables for dishes, work tables, pastry tables, and generally all kinds of kitchen, dining-room or other equipment; to prepare plans for kitchens, manufacture, build, install and repair them, under the name of "Labelle Kitchen Equipment Co. Ltd.—La Compagnie d'Équipement de Cuisine Labelle Ltée", with a total capital stock of \$150,000 divided into 15,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15749 Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Tourbe de Québec, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour d'août 1946, constituant en corporation: Louis-Philippe Bédard, plombier, Albert Langlais, électricien, et Louis-Philippe Turbide, distributeur, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Extraire, manufacturer, exporter, importer, faire le commerce, acheter, vendre de la tourbe, des produits de la tourbe, mousse de mer, et

"La Compagnie de Tourbe de Québec, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1946, incorporating: Louis-Philippe Bédard, plumber, Albert Langlais, electrician, and Louis-Philippe Turbide, distributor, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To extract, manufacture, export, import, deal in, buy, sell peat, peat products, sea moss and the products of same, separately or combined

produits d'icelle, séparément ou combinés sous toutes conditions, et à tous les degrés de préparation et de fabrication;

Extraire, manufacturer, exporter, importer, faire le commerce, acheter, vendre les sous-produits de la tourbe et de la mousse de mer, des isolants, planche-murale, fertilisants, engrais chimique, teinture, laine isolante, superphosphate, et raffinage des huiles, vernis, mordants, peintures, et en faire le commerce;

Extraire, manufacturer, exporter, importer, faire le commerce, acheter, vendre les charbons de tourbe, coke, goudron, produits dérivés du goudron, caoutchouc et produits chimiques;

Extraire, cultiver, faire le commerce des produits du sol et du sous-sol, sous le nom de "La Compagnie de Tourbe de Québec, Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 202, ave Plante, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15750-o

L. DESILETS.

"Larochelle & Fils Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour d'août 1946, constituant en corporation: Émile Larochelle, négociant, Marcel Larochelle, Paul-Émile Larochelle et Édouard Larochelle, employés, tous de la cité de Québec, et Ernest Larochelle, employé, de Beauport, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer le commerce général, en gros et en détail, de la farine, du foin et de tous les grains, provisions, grains de semence, moulée et de tous les produits d'épicerie, d'une manière complète et générale, sans restriction;

Acheter l'actif de la raison sociale Larochelle et Fils Enrg., actuellement exploitée dans la cité de Québec, sous le nom de "Larochelle & Fils Incorporé", avec un capital total de \$30,000.00, divisé en 300 actions de \$100.00 chacune.

Tout appel au public pour souscrire aux actions ou débetures de la Compagnie est interdit. Les actions de la Compagnie ne pourront pas être transférées, sans le consentement des directeurs, donné par une résolution passée par eux, et inscrite dans les livres de la Compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à 20

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15751-o

L. DESILETS.

"L'Association des familles Bédard"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour d'août 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Avila Bédard, sous-ministre des Terres & Forêts, M. l'abbé Émile Bédard, prêtre, aumônier de l'Hôpital-Général de Québec, et Omer Bédard, employé civil, tous des cité et district de Québec province de Québec, dans les buts suivants:

under all conditions and in all degrees of preparation and making;

To extract, manufacture, export, import, deal in, buy, sell the by-products of peat and sea moss, insulating materials, wall-board, fertilizers, chemical fertilizers, dyes, insulating wool, superphosphates, and the refining of oil, varnish, stains, paints, and to deal with the same;

To extract, manufacture, export, import, deal in, buy, sell peat coal, coke, tar, products derived from tar, rubber and chemicals;

To extract, cultivate, deal in the products of the soil and the sub-soil, under the name of "La Compagnie de Tourbe de Québec, Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 202 ave Plante, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1946.

L. DESILETS,

15750

Deputy Attorney General.

"Larochelle & Fils Incorporé"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1946, incorporating: Émile Larochelle, dealer, Marcel Larochelle, Paul-Émile Larochelle and Édouard Larochelle, employees, all of the city of Quebec, and Ernest Larochelle, employee, of Beauport, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the general business wholesale and retail, of flour, hay and all kinds of grain, provisions, seed grain, meal and all grocery products, in a complete and general manner, without restriction;

To acquire the assets of the firm Larochelle et Fils Enrg., now carried on in the city of Quebec, under the name of "Larochelle & Fils Incorporé", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

Any appeal to the public to subscribe for shares or debentures of the company is prohibited. Shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors, given by a resolution passed by them, and entered in the books of the company.

The number of shareholders of the company is limited to 20.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1946.

L. DESILETS,

15751

Deputy Attorney General.

"L'Association des familles Bédard"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Avila Bédard, Deputy Minister of Lands and Forests, the Rev. abbé Émile Bédard, Priest, chaplain of l'Hôpital Général de Québec, and Omer Bédard, civil servant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Grouper en une association toutes les familles Bédard et leurs alliées établies au Canada et à l'étranger;

Développer et maintenir les liens qui doivent les unir, sous le nom de "L'Association des familles Bédard".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à 18, avenue Lamontagne, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15752-o L. DÉSILETS.

**"Le Métier Enchanté Inc."
"The Enchanted Loom Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour d'août 1946, constituant en corporation: Robert Grenier, notaire, Jean-Paul Houde, agent d'assurance, et Roland Turgeon, négociant, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, exercer, et faire le commerce de gros et de détail, de décoration extérieure: tels que bannières, drapeaux, écussons, tentures de toutes sortes sans limiter les objets qui entrent dans l'ornementation extérieure;

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, exercer et faire le commerce de gros et de détail de décoration intérieure: tels que tapis, tentures, meubles, rideaux, couvertures de lits et en particulier tout ce que l'artisanat québécois produit sans mettre de limites aux objets qui font partie de l'ornementation intérieure, sous le nom de "Le Métier Enchanté Inc.—The Enchanted Loom Inc.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15753-o L. DÉSILETS.

"Les Publications Gaspésiennes Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Louis Girard, avocat, Lucien Mercier, comptable, tous deux de Matane, et Georges Marceau, publiciste, de Rimouski, tous du district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, publier, rédiger, diriger, vendre, distribuer, mettre en circulation, ou faire le commerce de tout journal, magazine, revue, périodique, livre, brochure, roman, livre de classe, manuel, annuaire, ou toute autre publication ou matière imprimée et exercer le commerce d'éditeur en général;

Exercer en général, le commerce et l'industrie de l'annonce, de la réclame et de publicité, sous le nom de "Les Publications Gaspésiennes

To group into an association all the Bédard families and their relations established in Canada and elsewhere;

To develop and maintain the bonds which should unite them, under the name of "L'Association des familles Bédard".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars.

The head office of the corporation will be at 18 Lamontagne Avenue, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**"Le Métier Enchanté Inc."
"The Enchanted Loom Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1946, incorporating: Robert Grenier, notary, Jean-Paul Houde, insurance agent, and Roland Turgeon, merchant, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export, carry on and engage in the wholesale and retail business of exterior decoration; such as banners, flags, shields, draperies of every kind, without any limitation as to the objects which may enter into exterior decoration;

To manufacture, purchase, sell, import, export, carry on and engage in the wholesale and retail business of interior decoration: such as rugs, draperies, furniture, curtains, bed-spreads and, in particular, every thing which may be the product of Quebec handcraft, without any limitation as to the objects which may form part of interior decoration, under the name of "Le Métier Enchanté Inc.—The Enchanted Loom Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The number of the shareholders shall be limited to twenty;

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Les Publications Gaspésiennes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Louis Girard, advocate, Lucien Mercier, accountant, both of Matane, and Georges Marceau, publisher, of Rimouski, all of the district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, print, publish, write, direct, sell, distribute, circulate or deal in newspapers, magazines, reviews, periodicals, books, pamphlets, novels, school-books, hand-books, directories, or any other publication or printed matter and carry on a general publishing business;

To carry on generally the business and trade of advertisement, advertizing and publicity, under the name of "Les Publications Gaspé-

Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 800 actions de \$25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15754-o L. DÉSILETS.

siennes Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 800 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Matane, in the district of Matane.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15754 Deputy Attorney General.

"L'Immobilière d'Oka Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Gérard Cinq-Mars, marchand, demeurant à Oka, district de Terrebonne, Gabriel Fauteux, pharmacien, et Jean Racicot, notaire, ces deux derniers des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter des terres, fermes, vergers, jardins, et y pratiquer l'agriculture, l'horticulture, l'élevage, la sylviculture, à tous les degrés, sous le nom de "L'Immobilière d'Oka Inc.", avec un capital total de \$300,000.00, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50.00 chacune, et 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de L'Annonciation (Oka), district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et unième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15755-o L. DÉSILETS.

"L'Immobilière d'Oka Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1946, incorporating: Gérard Cinq-Mars, merchant, residing at Oka, district of Terrebonne, Gabriel Fauteux, druggist, and Jean Racicot, notary, the two latter of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To operate lands, farms, orchards, gardens and there to practise agriculture, horticulture, breeding, sylviculture in all degrees thereof, under the name of "L'Immobilière d'Oka Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$50 each, and 4,000 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at parish of L'Annonciation (Oka), district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
15755 Deputy Attorney General.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: René Jodoin, maire, et restaurateur, Alphonse Racicot, électricien, Pierre-Paul Lussier, peintre et maître-chanteur, Jean-Paul Charbonneau, commis-boucher, épicière, et Paul-E. Bordua, commis, tous du village de Varennes, dans le district de Richelieu, province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir les jeunes gens, adultes et les enfants, dans un but de: récréation, d'amusement: leur venir en aide, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral et intellectuel; fonder, établir, organiser et maintenir en existence une colonie de vacances pour les enfants; recevoir les enfants pauvres et en prendre soin; promouvoir toutes sortes d'œuvres sociales et philanthropiques se rapportant aux personnes mentionnées; ménager et entretenir un camp d'été, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes" Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera au Village de Varennes, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15756-o L. DÉSILETS.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: René Jodoin, mayor and restaurant-keeper, Alphonse Racicot, electrician, Pierre Paul Lussier, painter and choir master, Jean Paul Charbonneau, butcher-clerk, grocer, and Paul E. Bordua, clerk, all of the village of Varennes, in the district of Richelieu, Province of Quebec, for the following purposes:

To group together young folks, adults and children for the purpose of: recreation, amusement; come to their assistance both from a physical as well as a moral and intellectual viewpoint; found, establish, organize and maintain in existence fresh air camps for children; receive poor children and care for them; promote all kinds of social and philanthropic works connected with the persons mentioned; equip and maintain a summer camp, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varennes" Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars.

The head office of the corporation will be in the Village of Varennes, district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15756 Deputy Attorney General.

"Louis Parent Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour d'août 1946, constituant en corporation: Yvan Perrault, notaire, Horace Carignan, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Adélaïde McDerby, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, entreposer toutes sortes de marchandises sèches et sans limiter les pouvoirs plus haut mentionnés, faire, manufacturer, fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter entreposer toutes sortes de marchandises sèches, quincaillerie, objets d'art, objets décoratifs, bibelots, jouets, bijoux, nouveautés, papeteries, librairies, ferronneries, vitreries, étoffes, imprimés et matériels de toutes sortes, spécialités, vêtements et merceries pour hommes, femmes et enfants, bottines, souliers, chaussures, mitaines, gants, chaussettes, bas, malles, malettes, valises, sacs et articles en cuir, étoffe, fourrures, papier, bois, verre, caoutchouc, plastique ou autres s'y rapportant, vêtements et articles de sport et en général, toutes sortes de marchandises connexes, sous le nom de "Louis Parent Limitée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 4900 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean-d'Iberville, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15757-o

L. DESILETS.

"Louis Parent Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1946, incorporating: Yvan Perrault, notary, Horace Carignan, secretary, both of the city of Montreal, and Adélaïde McDerby, secretary, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, produce, buy, sell, import, export, store all kinds of dry-goods and without limiting the powers above mentioned, make, manufacture, produce, buy, sell, import, export, store all kinds of dry-goods, hardware, works of art, ornaments, knick-knacks, toys, jewels, novelties, paper and stationery, ironware, glass, cloth, prints and other materials of all kinds, specialties, wearing apparel and haberdashery for men, women and children, boots, slippers, shoes, mitts, gloves, socks, stockings, travelling bags, trunks, handbags, purses and other articles in leather, cloth, fur, paper, wood, glass, rubber plastic or other materials suitable therefor, clothing and sporting goods and generally all kinds of similar merchandise, under the name of "Louis Parent Limitée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 4900 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Jean-d'Iberville, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1946.

L. DESILETS,

15757

Deputy Attorney General.

"Malco Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Françoise Gagnon et Jacqueline Aubry, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers et marchands de peintures, ocre, polis, teintures, laque, huile de graine de lin, gâteaux d'huile, graine de lin moulu, blanc de plomb et autres dérivés du plomb, matières colorantes, produits chimiques, vernis, huile, benzine, verre et tous leurs ingrédients et produits et les matières s'y rapportant, et l'industrie d'imprimeurs et lithographes relativement à ceux, sous le nom de "Malco Company Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille (\$10,000) dollars;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15758

L. DESILETS.

"Malco Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1946, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Françoise Gagnon and Jacqueline Aubry, secretaries, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the industry of manufacturers of and dealers in paint, ochre, polish, dyes, lacquers, linseed oil, oil cake, ground linseed, white lead and other lead derivatives, colorings, chemical products, varnish, oil, benzene, glass and all their ingredients and products and the materials connected therewith, and the industry of printers and lithographers connected therewith, under the name of "Malco Company Ltd."

The capital stock of the company is divided into two thousand shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand (\$10,000.00) dollars;

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1946.

L. DESILETS,

15758-o

Deputy Attorney General.

"Mayfair Lumber Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Roger Lacoste, avocat, Conseil en Loi du Roi, de la cité d'Outremont, Marc Lacoste, avocat, de la cité de Montréal, et Jacques Viau, avocat, de la cité de Lachine, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Établir et maintenir des scieries;

Faire le commerce de bois, manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises en bois et en faire le commerce, et particulièrement toutes opérations générales quelconques se rapportant à l'industrie ou au commerce de bois, sous le nom de "Mayfair Lumber Co. Ltd."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$24,500.00 divisée en 245 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15759-o

L. DESILETS.

"Mayfair Lumber Co. Ltd."

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Roger Lacoste, advocate, King's Counsel, of the city of Outremont, Marc Lacoste, advocate, of the city of Montreal, and Jacques Viau, advocate, of the city of Lachine, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish and maintain saw-mills;

To carry on the lumber business, manufacture, purchase, sell, import and export all kinds of products, articles and wooden merchandise, and to deal therein and, especially any general operations whatsoever, connected with the lumber industry or business, under the name of "Mayfair Lumber Co. Ltd."

The amount of the joint capital stock of the company will be \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The part of capital-stock to be issued as preferred shares is \$24,500, divided into 245 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DESILETS,

15759

Deputy Attorney General.

"Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'août 1946, constituant en corporation: Joseph-Paul Bergeron, agronome, Dame Véronique Durand, ménagère, épouse séparée de biens du dit Joseph-Paul Bergeron et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Bruno Blackburn, commis, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tout ce qui sert à l'exploitation professionnelle du cultivateur;

Exercer le commerce de denrée alimentaires;

Exercer l'industrie de meunerie et fabrication de rations balancées et engrais sous toutes ses formes;

Négocier et faire le commerce de tous les produits agricoles, grains, foin;

Faire le commerce de bois, charbon, huile et tous autres combustibles, sous le nom de "Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$100,000.00, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15760-o

L. DESILETS,

"Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1946, incorporating: Joseph-Paul Bergeron, agronomist, Dame Véronique Durand, housewife, wife separate as to property of said Joseph-Paul Bergeron and duly authorized by him for the purposes hereof, and Jean-Bruno Blackburn, clerk, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To trade and deal in everything used by professional farmers;

To deal in foodstuffs;

To carry on the milling business and the manufacturing of balanced rations and feed in all forms of same;

To trade and deal in all farm products, grain, hay;

To deal in wood, coal, oil and any other fuel, under the name of "Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd."

The amount of capital stock of the company will be \$100,000 divided into 750 common shares of a par value of \$100 each, and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1946.

L. DESILETS,

15760

Deputy Attorney General.

"Montreal Rugby Football Club, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Montreal Rugby Football Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of

patentes en date du douzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Lucien Beauregard, C.R., Georges Laurence, Jean Brisset et Jules Beauregard, avocats, de la cité de Montréal, et Charles Viau, administrateur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger, tenir, installer, louer, exploiter et organiser des parties de ballon ou autres sports et jeux athlétiques, comprenant la balle aux camps, combats de boxe et de lutte, jeux de cricket, curling, tennis, polo, lacrosse, gouret et fournir ces divertissements et amusements au public en général de la manière jugée convenable, et pour les fins susdites, exercer le commerce d'un hippodrome, cirque, pistes de courses, courses de chiens, parc d'amusements, théâtres, représentations et spectacles de toutes sortes dans toutes leurs spécialités, et au cours de ces opérations, disposer et préparer tous terrains ou emplacements pour des courses d'automobiles, de motocyclettes, bicyclettes, aéroplanes et autres genres ou catégories de courses et pour l'exercice et la revue de troupes et pageants; et construire et administrer des grandes estrades ou autres, arenas, stades, kiosques, garages, hangars, remises, salles de rafraichissements et autres constructions, bâtisses et commodités, soit de nature permanente ou temporaire, et qui peuvent être directement ou indirectement nécessaires aux fins de la compagnie, et, entre autres entreprises, construire, agrandir à et/ou exploiter des stades dans la cité de Montréal, province de Québec, et/ou autres constructions du même genre, sous le nom de "Montreal Rugby Football Club, Inc."

Les pouvoirs accordés à la compagnie ne seront pas interprétés comme autorisant la compagnie à diriger pour fin de profit tous jeux de hasard ou tous jeux mixtes de hasard et d'habileté ou d'organiser des paris mutuels ou gageures sur les courses contrairement aux dispositions du code criminel;

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille cinq cents actions sans valeur nominale ou au pair et en deux mille cinq cents actions privilégiées d'une valeur au pair de vingt dollars (\$20) chacune.

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix-sept mille cinq cents dollars (\$17,500).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15761 L. DESILETS.

July, 1946, incorporating: Lucien Beauregard, K.C., Georges Laurence, Jean Brisset and Jules Beauregard, advocates, of the city of Montreal, and Charles Viau, administrator, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, hold, equip, lease, operate and promote football matches or other athletic sports and games including baseball, boxing exhibitions, wrestling, cricket, curling, lawn tennis, polo, lacrosse, hockey, and to provide such entertainments and amusements for the public generally as may be deemed desirable and, for the above purposes, to carry on the business of a hippodrome, circus, race course, dog racing, amusement park, theatres, exhibitions and performances of all kinds, in all branches, and in such operations, to lay out and prepare any lands or emplacements for the running of automobile, motorcycle, bicycle, aeroplane and other kinds or classes of races and for the drilling and reviewing of troops and pageants; and to construct and manage grand or other stands, arenas, stadiums, booths, garages, hangars, sheds, refreshment rooms and other erections, buildings and conveniences whether of a permanent or temporary nature and which may seem directly or indirectly conducive to the company's objects, and, among other enterprises, to construct, add to and or operate stadiums in the city of Montreal, Province of Quebec, and/or other constructions of the same type, under the name of "Montreal Rugby Football Club, Inc."

The powers given to the company shall not be construed as authorizing the company to conduct for gain any game of chance or any mixed game of chance and skill or to hold races or record bets or wagers contrary to the provisions of the Criminal Code;

The capital stock of the company is divided into two thousand five hundred shares having no nominal or par value and into two thousand five hundred preferred shares of a par value of twenty dollars (\$20.00) each.

The amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be Seventeen Thousand Five Hundred Dollars (\$17,500.00).

The head office of the Company shall be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1946.

L. DESILETS
Deputy Attorney General.

"Musée Historique Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Victor Morin, notaire, Ernest Cardinal, comptable vérificateur, et Arthur Comte, régisseur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Etablir des musées d'art et d'histoire et les exploiter; percevoir des honoraires d'admission et autres rétributions dans l'exploitation de tels musées;

Acheter, vendre, fabriquer, importer et exporter des objets d'art, marchandises et toutes sortes de matériaux et effets tant pour le com-

"Musée Historique Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Victor Morin, notary, Ernest Cardinal, accountant and auditor, and Arthur Comte, manager, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish museums of art and history and operate the same; collect admission and other fees for the maintenance of such museums;

To buy, sell, make, import and export works of art, merchandise and all kinds of materials and wares both for trade as well as for the cons-

merce que pour la construction de bâtisses et leur aménagement aux fins ci-dessus mentionnées;

Acquérir, importer, détenir et exploiter les objets de musée dont Messieurs Albert Chartier et Robert Tancrède sont actuellement en mesure de disposer, ainsi que l'actif, les noms, marques de commerce, matériel et achalandage s'y rapportant, sous le nom de "Musée Historique Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de trois cent mille dollars (\$300,000.00), divisé en deux mille cinq cents actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune, représentant deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00) et en cinq mille actions ordinaires de dix dollars (\$10.00) chacune représentant cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15762-o L. DESILETS.

"Navarre Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Xavier Chayer, gérant, Rosaire Livernoche, comptable, Thérèse Sauvé, commis, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre des pianos, graphophones, radios, instruments musicaux de toutes sortes, meubles, accessoires d'ameublement; imprimer de la musique, des disques, sous le nom de "Navarre Incorporée".

Le capital social de la compagnie comprendra 4000 actions sans valeur nominale, qui, à l'option de leur propriétaire, seront soit au porteur, soit nominales;

La compagnie commencera ses activités lorsque, au moins 40 actions et au moins \$20,000.00 auront été souscrits et versés.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15763-o L. DESILETS.

"Northland Construction Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Douglas Parent, Georges Dumont et Wilfrid Dumont, ingénieurs, de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de "Northland Construction Company Limited", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et unième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15764-o L. DESILETS.

truction and furnishing of buildings for the above mentioned purposes;

To acquire, import, hold and operate museum pieces which Messrs. Albert Chartier and Robert Tancrède are actually in a position to dispose of, as well as the assets, names, trademarks, material and goodwill connected therewith, under the name of "Musée Historique Inc."

The amount of capital stock of the company will be three hundred thousand dollars (\$300,000), divided into two thousand five hundred preferred shares of one hundred dollars (\$100) each, representing two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000) and five thousand common shares of ten dollars (\$10) each, representing fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the company will be in the city of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15762 Deputy Attorney General.

"Navarre Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Xavier Chayer, manager, Rosaire Livernoche, accountant, Thérèse Sauvé, clerk, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase and sell pianos, graphophones, radios, musical instruments of every kind, furniture, furniture accessories, to print music, records, under the name of "Navarre Incorporée".

The capital stock of the company will comprise 4000 shares without nominal value, which, at the option of the owner, shall be either to bearer, or nominal;

The company will begin its business when at least 40 shares and at least \$20,000 shall have been subscribed and paid-up.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DESILETS,
15763 Deputy Attorney General.

"Northland Construction Company Limited"

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1946, incorporating: Douglas Parent, Georges Dumont and Wilfrid Dumont, engineers, of Val d'Or, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Northland Construction Company Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1946.

L. DESILETS,
15764 Deputy Attorney General.

"Modern Novelties and Specialties Limited"
"Nouveautés et Spécialités Modernes Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Rolland Dubuc, Henri Dubuc, manufacturiers, de la ville de Longueuil, et Léo Nichols, commis, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et construire des objets en bois mobiliers ou immobiliers, en plastique et en métal;

Faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, celui d'importation ou d'exportation compris, de matière première, de toutes sortes de denrées et de toutes sortes d'objets en bois, en plastique et en métal et ce, comme principaux, agents ou courtiers, sous le nom de "Modern Novelties and Specialties Limited" — "Nouveautés et Spécialités Modernes Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 40,000 actions de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

15765-o

"Nova Realities Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juillet, 1946, constituant en corporation: Samuel Silver, manufacturier, de la cité de Montréal, Albert Doctor, manufacturier, et Dame Sophie Nordan, ménagère, épouse séparée de biens de Albert Doctor et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de cités, terrains de ferme, terrains miniers ou fruitiers, sites de villes, pâturages et terres à bois et toute description d'immeubles et propriétés réelles ou aucun intérêt et droits en iceux, légaux ou équitables ou autrement; prendre, bâtir, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement faire le commerce et disposer de ces lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réelles ou d'aucun intérêt en iceux, faire le commerce de toute portion de terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir, et généralement les disposer en lots, rues et sites à bâtir pour fins résidentielles ou autrement, et avec le pouvoir d'y construire des rues, les systèmes d'égouts et de drainage nécessaires, construire sur iceux pour fins résidentielles ou autrement, installer la lumière électrique, le chauffage, le gaz, l'eau ou autres choses nécessaires dans les bâtisses ainsi érigées, sous le nom de "Nova Realities Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

15766

"Modern Novelties and Specialties Limited"
"Nouveautés et Spécialités Modernes Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Rolland Dubuc, Henri Dubuc, manufacturers, of the town of Longueuil, and Léo Nichols, clerk, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture and construct wooden, plastic or metal objects, whether movables or immovables;

To deal, under any form whatsoever, including importation and exportation, in raw material, wares of every kind and all kinds of wooden, plastic or metal objects, and such, as principals, agents or brokers, under the name of "Modern Novelties and Specialties Limited" — "Nouveautés et Spécialités Modernes Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Longueuil, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15765

"Nova Realities Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the nineteenth day of July, 1946, incorporating: Samuel Silver, manufacturer, of the city of Montreal, Albert Doctor, manufacturer, and Dame Sophie Nordan, housewife, wife separate as to property of Albert Doctor and duly authorized by him for these presents, both of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest and rights therein legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites, under the name of "Nova Realities Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 500 common shares of \$10.00 each, and 150 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

15766-o

"Paul's Drive Yourself Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Lorenzo Choquette, agent d'assurances, Henriette Savoie, secrétaire, et Armand Nadeau, avocat, tous de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de louage d'automobiles en conformité aux lois existantes, sous le nom de "Paul's Drive Yourself Company Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15767-o

L. DESILETS.

"Paul's Drive Yourself Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Lorenzo Choquette, insurance agent, Henriette Savoie, secretary, and Armand Nadeau, advocate, all of Sherbrooke, district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of the renting of automobiles, in conformity with existing laws, under the name of "Paul's Drive Yourself Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DESILETS,

15767

Deputy Attorney General.

"Peerless Fruit Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Fanny Roman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de marchands de fruits et légumes en gros et en détail, courtiers, encanteurs, importateurs, exportateurs, distributeurs, agents à commission et marchands généraux de toutes catégories de produits alimentaires;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes en boîtes, en conserves, marinés et préparés, grains, provisions, viandes, poisson, volaille, gibier et produits des champs, de la ferme et de la forêt, sous le nom de "Peerless Fruit Company", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente unième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15768

L. DESILETS.

"Peerless Fruit Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Fanny Roman, secretary, spinster, of the full age of majority, both of the city of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, distributors, commission agents and general traders in all classes of food stuffs.

To import, export, produce, buy, sell, manufacture, and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables, grains, provisions, meats, fish, fowl, game and produce of the field, farm and forest, under the name of "Peerless Fruit Company", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1946.

L. DESILETS,

15768-o

Deputy Attorney General.

"Plastahide Film Products Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'août 1946, constituant en corporation: Irving Freeman, manufacturier, de la cité d'Outremont, Joseph Stein, Irving Bratt et Abe Kolodny, manufacturiers, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, de sacs à main, abat-jour, accessoires de modes, comprenant les rubans, voiles, fleurs artificielles, plumes, marchandises en pièces et feutres, nouveautés, cha-

"Plastahide Film Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1946, incorporating: Irving Freeman, manufacturer, of the city of Outremont, Joseph Stein, Irving Bratt and Abe Kolodny, manufacturers, of the city of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, hand bags, lamp shades, millinery supplies, including ribbons, veils, artificial flowers, feathers, stock goods and felts, novelties, ladies' and misses' hats, jackets,

peaux, gilets, jupes, tuniques et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes, costumes, manteaux pour dames et enfants et manufacture de vêtements de toute description quelconque pour femmes; jarrettières, bretelles, marchandises sèches, jouets, parapluie, bibelots, ornements, fourrures et casquettes, imperméables, produits en plastique de toute description quelconque;

Exercer le commerce de négociants, importateurs, détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus textiles, lainages, soieries, doublures et tous autres étoffes d'aucune description quelconque, et à cette fin faire toutes autres choses s'y rapportant, sous le nom de "Plastahide Film Products Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15769

L. DÉSILETS.

"Rachel Investors Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'août 1946, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, Max A. Louis, architecte, les deux premiers avocats, et Frank E. Louis, marchand, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et placer dans tous titres, obligations, débetures, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souverain ou d'autorité suprême, municipale, locale ou autrement et dans des bons, débetures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise à laquelle la compagnie peut s'intéresser ou qui peut en intéresser d'autres et dans toute propriété mobilière ou immobilière et placer de l'argent et changer, modifier ou réaliser sur tous tels placements et replacer de la manière susdite tous deniers qui peuvent être, en aucun temps, aux mains de la compagnie, sous le nom de "Rachel Investors Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 200 actions de \$25 chacune.

Le droit de transférer les actions du capital-actions de la compagnie sera restreint de manière à ce qu'aucune action ne sera transférée sans le consentement de la majorité des directeurs.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15770

L. DÉSILETS.

"Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'août 1946, constituant en corporation: Joseph James Harold,

skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever; braces, suspenders, dry goods, toys, umbrellas, notions, ornaments, furs and caps, raincoats, plastic products of any description whatsoever;

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials, of any description whatsoever, and to that end to do any other things appertaining to the same, under the name of "Plastahide Film Products Inc." with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15769-o

Deputy Attorney General.

"Rachel Investors Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1946, incorporating: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, Max A. Louis, architect, the two first advocates, and Frank E. Louis, merchant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever whether public or private, or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others and in any moveable or immoveable property whatsoever and to invest money, and to change, alter or realize upon any such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company, under the name of "Rachel Investors Limited", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 200 shares of \$25.00 each.

The right to transfer shares of the capital stock of the company shall be restricted in that no shares shall be transferred without the consent of a majority of the directors.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15770-o

Deputy Attorney General.

"Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1946, incorporating: Joseph James Harold, Hampstead, John William Long, of Outre-

Hampstead, John William Long, d'Outremont, tous deux avocats, et Margot Mary Quinn, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie ou le commerce qui consiste à acheter, vendre, échanger, manufacturer, construire, reconstruire, réparer, louer et donner le service de dactylographes, machines à additionner, machines de tenue de livres et de comptabilité, balances, caisses enregistreuses, protecteurs pour chèques et machines d'affaires de toutes sortes ainsi que les matériaux et pièces généralement utilisés dans ceux et toutes machines, outils et matériaux utilisés relativement aux précédents; et

Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce, comme détaillants ou grossistes de papeterie et ameublement de bureau, appliques et accessoires de bureau de toutes sortes, sous le nom de "Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15771

L. DESILETS.

"Rimouski Motor Sales, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Gérard Simard, Alphonse Chassé, avocats, et Juliette DeChamplain, sténographe, tous des cité et district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et détail de voitures-automobiles, de véhicules-moteurs, de tous genres et de tous modèles, et, à cette fin, faire toutes les opérations commerciales en dépendant, sans aucune restriction, soit pour le commerce d'achat et de vente de voitures-automobiles et véhicules-moteurs neufs ou usagés; faire le commerce en gros et détail de pneus, huile, pétrole et dérivés, pièces et accessoires, outils, machines et machineries, ferronnerie et quincaillerie;

Faire le commerce de garagiste et entreposeur de même que tous les travaux de construction, entretien et réparation habituellement exécutés dans l'exercice de ce commerce, sous le nom de "Rimouski Motor Sales, Limited", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15772-o

L. DESILETS.

"Roger Dussault Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Roger Dussault, décorateur, Jean Sirois, comptable, et Marie-de-Lourdes Larochelle, chef de département, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

mont, both advocates, and Margot Mary Quinn, secretary, spinster of the full age of majority, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade or business of buying, selling, exchanging, manufacturing, building, rebuilding, repairing, renting and servicing of typewriters, adding machines, bookkeeping and accounting machines, scales, cash registers, cheque protectors and business machines of all kinds as well as the material and parts generally used therein and all machines, tools and materials used in connection with the foregoing; and

To manufacture, buy, sell and otherwise deal in, as retailer or wholesaler, stationery and business furniture, fixtures and office supplies of all kinds, under the name of "Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1946.

L. DESILETS,

15771-o

Deputy Attorney General.

"Rimouski Motor Sales, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Gérard Simard, Alphonse Chassé, advocates, and Juliette DeChamplain, stenographer, all of the city and district of Rimouski, Province of Quebec for the following purposes:

To deal wholesale and retail in automobiles and motor vehicles of all kinds and models, and, for this purpose, to engage in all commercial transactions connected therewith, without any restriction, as regards the business of buying and selling new or used automobiles and motor vehicles; to deal wholesale and retail in tires, oil, petroleum and its derivatives, parts, and accessories, tools, machines and machinery, ironware and hardware;

To carry on the business of garage-keeper and warehouseman likewise that of all works of construction, maintenance and repair usually performed in connection with the said business, under the name of "Rimouski Motor Sales, Limited", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DESILETS,

15772

Deputy Attorney General.

"Roger Dussault Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Roger Dussault, decorator, Jean Sirois, accountant, and Marie-de-Lourdes Larochelle, department chief, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer un commerce pour la décoration, l'ameublement, l'ornementation et l'amélioration de maisons, bureaux, hôtels et autres bâtiments de toutes descriptions; acheter, vendre, produire, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce en gros et en détail de meubles, cretonnes, papier à tenture, tissus, poteries, cadres, nouveautés, fixtures électriques et meubles de maison et de bureau, et faire des affaires comme peintres, tapissiers, décorateurs et contracteurs, sous le nom de "Roger Dussault Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15773-0 L. DÉSILETS.

To engage in the business of the decoration furnishing, ornamentation and improvement of houses, offices, hotels and other buildings of every description; to purchase, sell, produce, manufacture, import, export and deal wholesale and retail in cretonne, wallpaper, materials, pottery, frames, novelties, electric fixtures and household and office furniture and carry on business as painters, paper-hangers, decorators and contractors, under the name of "Roger Dussault Limitée".

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares without par or nominal value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is \$10,000.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General. 15773

"Southern Industries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Gemma Gauvin et Lucienne Mérineau, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et assumer le commerce de manufacturiers et de commerçants de Joliette Machine Works Limited exercé dans la cité de Joliette, Province de Québec;

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, marchands en gros, marchands détaillants, courtiers, agents manufacturiers, agents à commission ou autrement, représentants de manufactures, représentants de magasins de commerce, trafiquants, importateurs, exportateurs, fondeurs en fer, travailleurs à vapeur, modelleurs, plaqueurs, ferblantiers, plombiers et fondeurs de métaux de toutes sortes, tourneurs, propriétaires de moulins et d'engins, de garages, d'entrepôts, dépôts, hangars, électroplaqueurs, émailleurs, affineurs, et marchands de toutes sortes de métaux et produits de métal;

Exercer l'industrie de maître de forge, exercer les opérations de tous procédés métallurgiques, électro-métallurgiques et électro-chimiques, sous le nom de "Southern Industries Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$100,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946:

L'Assistant-procureur général,
15774-0 L. DÉSILETS.

"Southern Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Gemma Gauvin and Lucienne Mérineau, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To buy and take over the manufacturers' and traders' business of Joliette Machine Works Limited, carried on in the city of Joliette, Province of Quebec;

To carry on the industry and business of manufacturers, wholesale merchants, retail merchants, brokers, manufacturers' agents, commission agents or otherwise, representatives of manufacturers, of commercial firms, traders, importers, exporters, iron-founders, steam workers, modellers, platers, tinsmiths, plumbers and all kinds of metal-founders, turners, owners of mills and engines, garages, warehouses, depots, sheds, electroplaters, enamellers, refiners of and dealers in all kinds of metals and metal products;

To carry on business as iron-masters, engage in the operating of any metallurgical, electro-metallurgical and electro-chemical processes, under the name of "Southern Industries Limited".

The amount of the capital stock of the company will be \$100,000, divided into 250 shares of \$100 each and the part of capital stock to be issued as preferred shares is \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General. 15774

"Spicy Dill Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1946,

"Spicy Dill Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Myer Dunn, Saul

constituant en corporation: Myer Dunn, Saul Brookman, Benny Greenberg, Sam Sosna et Alex Bellan, tous marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et distribuer des produits alimentaires, consistant principalement en marinades anisées, assaisonnements et autres condiments et spécialités en friandises, sous le nom de "Spicy Dill Incorporated".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000.00, divisé en 400 actions de cent dollars chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$35,000.00, divisé en 350 actions de cent dollars chacune;

Le siège social de la compagnie sera à Pont David, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15775

L. DÉSILETS,

Brookman, Benny Greenberg, Sam Sosna and Alex Bellan, all merchants, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and distributing food products, consisting mainly of dill pickles, relishes and other condiments, and delicatessen specialties, under the name of "Spicy Dill Incorporated".

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 400 shares of one hundred dollars each;

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$35,000.00, divided into 350 shares of one hundred dollars each.

The head office of the Company will be at Pont David, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15775-0

Deputy Attorney General.

"The Aces Painters Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour d'août 1946, constituant en corporation: Aimé-P. Landry, J.-Aimé Laplante et Victor Levac, peintres, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme entrepreneurs et contracteurs généraux en travaux de peinture;

Faire commerce comme peintres et décorateurs commerciaux;

Faire commerce en tout ouvrage de construction générale comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "The Aces Painters Incorporated", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15776-0

L. DÉSILETS.

"The Aces Painters Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1946, incorporating: Aimé P. Landry, J. Aimé Laplante and Victor Levac, painters, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors and general contractors for painting works;

To carry on business as commercial painters and decorators;

To undertake any work of general construction as general contractors, under the name of "The Aces Painters Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,

15776

Deputy Attorney General.

"The I. N. Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, Bernard de Lorimier Bourgeois, tous avocats, et Marian Candace Ladd, comptable, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ou aucune de ses spécialités le commerce qui consiste à bâtir, construire, acheter, louer ou autrement acquérir ou posséder, entretenir et exploiter, vendre, louer, échanger ou autrement disposer ou mettre en valeur des hôtels, auberges, maisons de pension, camps, restaurants, cafés, tavernes, magasins et kiosques de rafraichissements et facilités pour la récréation et le sport;

Exercer le commerce qui consiste à transporter des passagers et du fret, sous le nom de "The I. N. Company".

"The I. N. Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1946, incorporating: Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, Bernard de Lorimier Bourgeois, all advocates, and Marian Candace Ladd, accountant, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all or any of its branches the business of building, constructing, purchasing, leasing or otherwise acquiring and owning, maintaining and operating selling, leasing, exchanging or otherwise disposing of or turning to account hotels, inns, boarding-houses, camps, restaurants, cafes, taverns, refreshment stores and stands, and recreational and sporting facilities;

To carry on the business of transporting passengers and freight, under the name of "The I. N. Company".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinquante mille dollars.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution du bureau de direction;

Le nombre des actionnaires ou membres de la compagnie, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, n'excédera pas vingt (20);

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débetures de la compagnie est prohibé;

Le siège social de la compagnie sera à Ivry Nord, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15777

L. DESILETS.

The capital stock of the company is divided into 10,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be fifty thousand dollars.

The shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors evidenced by a resolution of the board;

The number of shareholders or members of the company, exclusive of persons who are in the employment of the company, shall not exceed twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited;

The head office of the Company will be at Ivry Nord, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1946.

L. DESILETS,

15777-o

Deputy Attorney General.

"The North Star Manufacturing Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour d'août 1946, constituant en corporation: Yvette Lamoureux, Yvette St-Pierre, secrétaires, Georges Fitz Gibbon, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires comme manufacturiers de vêtements de toute sorte et tous les matériaux salopettes, camisoles, chandails, sous-vêtements, faire le commerce ou affaires d'objets tricotés ou tissés et toutes autres marchandises tricotées ou tissées; faire les affaires de carder et filer la laine et conduire les travaux de teintureries, acheter ou acquérir autrement laine, fil et autres matériaux; faire le tricot à la machine et à la main, la couture à la machine et à la main, le taillage, le pressage et l'emballage de toutes marchandises et tissus travaillés ou manufacturés, sous le nom de "The North Star Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital total de 50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,

15778-o

L. DESILETS.

"The North Star Manufacturing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1946, incorporating: Yvette Lamoureux, Yvette St-Pierre, secretaries, Georges Fitz Gibbon, salesman, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers of wearing apparel of all kinds and of all materials, overalls, shirts, sweaters, underwear, to deal in and with knitted and woven goods and any other knitted or woven merchandise; to carry on the business of carding and spinning wool and operate dye-works, buy or otherwise acquire wool, yarn and other materials; to do knitting by machine and by hand, sewing by machine and by hand, cutting, pressing and packing of all merchandise and worked or manufactured fabrics, under the name of "The North Star Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DESILETS,

15778

Deputy Attorney General.

"York Woodcraft Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Maurice Garmaise, étudiant, Nathan Levitsky, avocat, et Harry Halperin, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers et marchands de métaux, bois, plastiques et les produits d'iceux, sous le nom de "York Woodcraft Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune

"York Woodcraft Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the sixteenth day of July, 1946, incorporating: Maurice Garmaise, student, Nathan Levitsky, advocate, and Harry Halperin, manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the business of importers, exporters, manufacturers and dealers in metals, woods, plastics and the products therefrom, under the name of "York Woodcraft Ltd."

The amount of the capital stock of the Company is to be \$40,000.00, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1.00 each and

et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15779 L. DÉSILETS.

300 preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15779 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Bramhorn Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Newton Downs Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier mars 1945, en celui de "Bramhorn Inc."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15780 L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

"Bramhorn Inc."

Notice is hereby given, that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with article 2, chap. 276, R.S.Q. 1941, changing the name of the company "Newton Downs Inc.", incorporated by letters patent dated March first, 1945, into that of "Bramhorn Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DÉSILETS
15780-o Deputy Attorney General.

"Diamond Taxicab Association Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de juillet 1946, à la compagnie "Diamond Taxicab Association Limited", ratifiant son règlement N° 11 subdivisant les 1000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, constituant la capitalisation de la compagnie, en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 9ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15781 L. DÉSILETS.

"Diamond Taxicab Association Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of July, 1946 were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Diamond Taxicab Association Limited", ratifying its By-Law No. 11 subdividing the 1000 common shares of the par value of \$10. each constituting the capitalization of the company into 2,000 common shares of the par value of \$5. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15781-o Deputy Attorney General.

"Dorel Fashions Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Dorel Collegian Jerseys Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 octobre 1945, en celui de "Dorel Fashions Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15782 L. DÉSILETS.

"Dorel Fashions Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with article 2, chap. 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Dorel Collegian Jerseys Inc.", incorporated by letters patent dated October 22nd, 1945, into that of "Dorel Fashions Ltd."

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15782-o Deputy Attorney General.

"Dupuis Frères, Limitée" "Dupuis Frères, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de juillet

"Dupuis Frères, Limitée" "Dupuis Frères, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Du-

1946, à la compagnie "Dupuis Frères, Limitée" — "Dupuis Frères, Limited", ratifiant: a) son Règlement N° 53 réduisant son capital-actions de \$820,800.00 par la cancellation de 8208 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune; b) son Règlement N° 55 augmentant son capital de \$2,500,000.00 par la création de 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces nouvelles actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 30^{ième} jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15783-o L. DÉSILETS.

puis Frères, Limitée" — Dupuis Frères, Limited", ratifying: a) its By-law No. 53 reducing its capital stock from \$820,800, by the cancellation of 8208 preferred shares of a par value of \$100 each; b) its By-law No. 55, increasing its capital stock of \$2,500,000 by the creation of 100,000 preferred shares of a par value of \$25 each and enumerating the privileges which shall be attached to these new preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15783 Deputy Attorney General.

"Graphic Realty Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941; des lettres patentes supplémentaires en date du dixième jour de mai 1946, à la compagnie "Graphic Realty Inc.", ratifiant un règlement diminuant le capital-actions de la compagnie de \$199,000 à \$35,000 par l'annulation de 1640 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de \$100 chacune; convertissant les 350 actions ordinaires restantes de \$100 chacune en 2000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et fixant à \$35,000 le montant avec lequel la compagnie exercera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, ce 10^{ème} jour de mai, 1946.

L'Assistant-procureur général,
15784 L. DÉSILETS.

"Graphic Realty Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with article 2, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, to the company "Graphic Realty Inc.", ratifying a by-law reducing the capital stock of the company from \$199,000, to \$35,000 by the cancellation of 1640 unissued common shares of the par value of \$100. each; converting the 350 remaining common shares of \$100. each into 2000 common shares without nominal or par value, and fixing at \$35,000. the amount with which the company will carry on its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15784-o Deputy Attorney General.

"Laiterie City Dairy Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seizième jour de juillet 1946, à la compagnie "Laiterie City Dairy Limited", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000. à \$50,000. par la création de 1200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$25. chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 16^{ième} jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15785-o L. DÉSILETS.

"Laiterie City Dairy Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Laiterie City Dairy Limited", ratifying a by-law increasing its capital from \$20,000 to \$50,000 by the creation of 1200 additional common shares of a par value of \$25 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15785 Deputy Attorney General.

**"The Quebec Paint Inc."
"La Peinture Québec Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de juillet, 1946, changeant le nom de la compagnie "La Peinture Maritime Inc." — "The Maritime Paint Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du six février 1946, en celui de "The Quebec Paint Inc." — "La Peinture Québec Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-septième jour de juillet, 1946.

L'Assistant-procureur général,
15786-o L. DÉSILETS.

**"The Quebec Paint Inc."
"La Peinture Québec Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "La Peinture Maritime Inc." — "The Maritime Paint Inc.", incorporated by letters patent dated the sixth of February, 1946, to that of "The Quebec Paint Inc." — "La Peinture Québec Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15786 Deputy Attorney General.

"La Société Immobilière D'Acton Incorporée" "La Société Immobilière D'Acton Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour de juin 1946, à la compagnie "La Société Immobilière d'Acton Incorporée", ratifiant son règlement N° 14 modifiant les pouvoirs de la compagnie en ce qui concerne les privilèges attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 6ième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15787-o L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Société Immobilière d'Acton Incorporée", ratifying its By-law No. 14 amending the powers of the company in that which concerns the privileges attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1946.

L. DESILETS,
15787 Deputy Attorney General.

"Les Marchands en Quincaillerie Limitée" "Les Marchands en Quincaillerie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour de juillet 1946, à la compagnie "Les Marchands en Quincaillerie Limitée", ratifiant son Règlement N° 57-A augmentant son capital de \$49,900. à \$99,900. par la création de 500 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 3ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15788-o L. DESILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the third day of July, 1946 were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Marchands en Quincaillerie Limitée", ratifying its By-law No. 57-A increasing its capital from \$49,900 to \$99,900 by the creation of 500 additional preferred shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DESILETS,
15788 Deputy Attorney General.

"Marcel D'Amours Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour de mai 1946, changeant le nom de "La Compagnie de Construction D'Amour", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1945, en celui de "Marcel D'Amours Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 22ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15789-o L. DESILETS.

"Marcel D'Amours Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-second day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "La Compagnie de Construction D'Amour", incorporated by letters patent under date of February 3, 1945, to that of "Marcel D'Amours Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of May, 1946.

L. DESILETS,
15789 Deputy Attorney General.

"Merry May Shoe Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour d'août 1946, changeant le nom de la compagnie "Merry May Shoe Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 février 1945, en celui de "Merry May Shoe Company Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15790 L. DESILETS.

"Merry May Shoe Company Ltd."

Notice is hereby given, that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of August, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Merry May Shoe Co.", incorporated by letters patent dated February 2nd, 1945, into that of "Merry May Shoe Company Ltd."

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15790-o Deputy Attorney General.

"Paton Manufacturing Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour de juillet 1946, à la compagnie "Paton Manufacturing Company, Limited": 1°) confirmant un compromis ou arrangement intervenu entre la compagnie

"Paton Manufacturing Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Paton Manufacturing Company, Limited": 1.) confirming a compromise or arrangement entered into between the company and its shareholders

et ses actionnaires aux fins d'amender les privilèges attachés aux actions privilégiées, formant partie du capital-actions de la compagnie, pour que celles-ci deviennent rachetables sans avis sur un marché, par vente privée ou par soumission; 2°) ratifiant le Règlement spécial "A" de la compagnie subdivisant les 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100, chacune faisant partie du capital de la compagnie en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20, chacune et subdivisant les 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair, faisant également partie du capital-actions de la compagnie, en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair, et fixant à \$650,000, le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 12ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15791-o L. DESILETS.

"Playwell Sportswear Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Randolph Bros. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 avril 1946, en celui de "Playwell Sportswear Co."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15792 L. DESILETS.

"Richelieu Greeting Cards, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et unième jour de mai 1946, à la compagnie "Richelieu Greeting Cards, Limited", ratifiant son règlement No "B": a) subdivisant les 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune, formant partie du capital-actions de la compagnie, en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; b) augmentant ledit capital-actions de \$20,000 à \$49,900 par la création de 598 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$50 chacune, ayant les mêmes privilèges que celles déjà existantes; c) augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq.

Daté du bureau du Procureur général, ce 21ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15793 L. DESILETS.

"The Angora Mills Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour d'août 1946, changeant le nom de la compagnie "Angora Manufacturing Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 novembre 1940, en celui de "The Angora Mills Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,
15794 L. DESILETS.

for the purpose of amending the privileges attached to the preferred shares, forming part of the capital stock of the company, so that the said shares shall become redeemable without notice upon a market, by private sale or by tender; 2.) ratifying special By-law "A" of the company subdividing the 6,000 preferred shares of a par value of \$100 each forming part of the capital of the company into 30,000 preferred shares of a par value of \$20 each and subdividing the 10,000 common shares without par value, also forming part of the capital stock of the company, into 50,000 common shares without par value, and fixing at \$650,000 the amount with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1946.

L. DESILETS,
15791 Deputy Attorney General.

"Playwell Sportswear Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Randolph Bros. Inc.", incorporated by letters patent dated April 27th, 1946, into that of "Playwell Sportswear Co."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DESILETS,
15792-o Deputy Attorney General.

"Richelieu Greeting Cards, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Richelieu Greeting Cards, Limited", ratifying its By-Law No. "B": a) subdividing the 2,000 common shares of the par value of \$5, each forming part of the capital stock of the company into 10,000 common shares of the par value of \$1, each; b) increasing said capital stock from \$20,000, to \$49,900, by the creation of 598 additional preferred shares of the par value of \$50, each, having the same privileges than those now existing; c) increasing the number of the company's directors from three to five.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of May, 1946.

L. DESILETS,
15793-o Deputy Attorney General.

"The Angora Mills Ltd."

Notice is hereby given, that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of August 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Angora Manufacturing Co. Limited", incorporated by letters patent dated November 15th, 1940, into that of "The Angora Mills Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1946.

L. DESILETS,
15794-o Deputy Attorney General.

"Triangle Lumber Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de juillet 1946, à la compagnie "Triangle Lumber Company", ratifiant son règlement N° 41 augmentant son capital de \$50,000 à \$100,000, par la création de 250 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 250 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15795 L. DÉSILETS.

"Triangle Lumber Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Triangle Lumber Company", ratifying its By-Law No. 41 increasing its capital from \$50,000. to \$100,000., by the creation of 250 additional common shares of the par value of \$100. each and 250 additional preferred shares of the par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15795-o Deputy Attorney General.

"Hôtel Rus-Tik Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de juillet 1946, à la compagnie "Hôtel Rus-Tik Inc.", ratifiant son Règlement N° 36 augmentant son capital de \$20,000. à \$100,000 par la création de 800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15796-o L. DÉSILETS.

"Hôtel Rus-Tik Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Hôtel Rus-Tik Inc.", ratifying its By-law No. 36 increasing its capital from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 800 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15796 Deputy Attorney General.

"La Tour Eiffel Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chap. 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de juillet, 1946, changeant le nom de la compagnie "Industrial Wares Limited", constituée en corporation par les lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1945, en celui de "La Tour Eiffel Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de juillet, 1946.

L'Assistant-procureur général,
15797-o L. DÉSILETS.

"La Tour Eiffel Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chap. 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Industrial Wares Limited", incorporated by letters patent dated April twenty-fourth, 1945, to that of "La Tour Eiffel Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15797 Deputy Attorney General.

"Superfine Garment Holders Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour de juillet 1946, à la compagnie "Superfine Garment Holders Limited", ratifiant son Règlement N° 1: a) augmentant son capital de \$20,000. à \$70,000. par la création de 5000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10. chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées; b) augmentant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 3ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15798-o L. DÉSILETS.

"Superfine Garment Holders Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Superfine Garment Holders Limited", ratifying its By-law No. 1: a) increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000 by the creation of 5000 preferred shares of a par value of \$10 each, and enumerating the privileges attached to said preferred shares; b) increasing the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15798 Deputy Attorney General.

"Flintkote Mines Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

"Flintkote Mines Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour de mai 1946, à la compagnie "Flintkote Mines Limited", ratifiant son règlement N° XVII augmentant le capital de \$1,000,000 à \$1,500,000, par la création de 5,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15799 L. DÉSILETS.

"Grosvenor Investments Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de juillet 1946, changeant le nom de la compagnie "Reitman Interests Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juillet 1941, en celui de "Grosvenor Investments Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce 8ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15800 L. DÉSILETS.

"Reading Anthracite Canadian Company Limited"
"La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de mai 1946, à la compagnie "Reading Anthracite Canadian Company Limited" — "La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée", ratifiant un règlement augmentant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, ce 13ième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,
15801 L. DÉSILETS.

"Marwest Trading & Holdings Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du quatrième jour de juillet 1946, à la compagnie "Marwest Holdings Limited", ratifiant son règlement N° 23: a) étendant ses pouvoirs de manière à ce qu'elle soit autorisée à acheter, vendre, échanger et généralement faire le commerce et négocier différentes sortes de marchandises et effets mobiliers; b) changeant le nom de la compagnie de "Marwest Holdings Limited" en celui de "Marwest Trading & Holdings Limited".

Daté du bureau du Procureur général, ce 4ième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15802 L. DÉSILETS.

"Woollens & Textiles Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Flintkote Mines Limited", ratifying its By-Law No. XVII, increasing its capital from \$1,000,000. to \$1,500,000. by the creation of 5,000 additional common shares of the par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15799-o Deputy Attorney General.

"Grosvenor Investments Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Reitman Interests Ltd.", incorporated by letters patent dated July 9th, 1941, into that of "Grosvenor Investments Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15800-o Deputy Attorney General.

"Reading Anthracite Canadian Company Limited"
"La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of May, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Reading Anthracite Canadian Company Limited" — "La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée", ratifying a by-law increasing the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of May, 1946.

L. DÉSILETS,
15801-o Deputy Attorney General.

"Marwest Trading & Holdings Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of July, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Marwest Holdings Limited", ratifying its By-Law No. 23: a) extending its powers so that it is authorized to buy, sell, exchange and generally deal and trade in various kinds of merchandise and movable effects; b) changing the company's name from "Marwest Holdings Limited" to that of "Marwest Trading & Holdings Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15802-o Deputy Attorney General.

"Woollens & Textiles Corporation"

* Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huitième jour de juin 1946, à la compagnie "Woollens & Textiles Corporation", ratifiant le règlement N° 13, augmentant le capital-actions de la compagnie de \$20,000 à \$100,000 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, ce 18ième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15803

L. DESILETS.

patent, bearing date the eighteenth day of June, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Woollens & Textiles Corporation", ratifying By-Law No. 13 increasing the company's capital stock from \$20,000. to \$100,000. by the creation of 100 additional common shares of the par value of \$50. each and 750 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of June, 1946.

L. DESILETS,

15803-o

Deputy Attorney General.

Avis divers

Avis public est par les présentes donné par le soussigné que le conseil de la municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes en vue de changer la constitution de ladite municipalité de village en municipalité de ville conformément à la Loi des cités et villes.

a) Le nom de la municipalité projetée est celui de "Ville de l'Abord-à-Plouffe".

b) La municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe, dans le comté de Laval, est formée des lots énumérés ci-après, comme provenant du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, savoir:

1° Les numéros de 46 à 65 inclus, de 74 à 93 inclus, et cette partie du numéro 94 limitée au nord-ouest par la concession dite "Côte Sud";

2° Les numéros de 95 à 114 inclus, de 123 à 158, de 161 à 198 inclus et de 201 à 205 inclus;

3° Les numéros 207 212 et cette partie de chacun des numéros 208 et 211 limitée au nord-ouest par la sus-nommée "Côte Sud";

4° L'île aux Chats (ou île Paton) désignée au même cadastre en premier lieu mentionné sous le numéro 678.

c) La population de la municipalité de l'Abord-à-Plouffe est de 2,657 âmes (Recensement de 1946).

d) Il est par ces présentes déclaré que ladite municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Le Secrétaire-trésorier,

PHILIPPE DUPÈRE.

15602-36-4-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 6 septembre 1946, approuvé les règlements du "Club St. Joseph Club", comprenant les articles 1 à 21 inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 1er mars 1946, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 276), telles que modifiées par 10 George VI, ch. 20, art. 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15813-o

JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given by the undersigned that the Council of the municipality of the village of "l'Abord-à-Plouffe", will apply to the Lieutenant-Governor in Council, requesting him to order the issue of letters patent with a view to changing the constitution of the said village municipality into a town municipality in conformity with the Cities and Towns Act.

a) The name of the proposed municipality is "Town of l'Abord-à-Plouffe".

b) The municipality of the village of l'Abord-à-Plouffe, in the county of Laval, is formed of the lots hereinafter enumerated as indicated in the official cadastre for the parish of Saint-Martin, to wit:

1. Numbers 46 to 65 inclusively, from 74 to 93 inclusively, and that part of number 94 bounded on the Northwest by the concession called "Côte Sud";

2. Numbers 95 to 114 inclusively, from 123 to 158, from 161 to 198 inclusively, and from 201 to 205 inclusively;

3. Numbers 207, 212 and that part of each of numbers 208 and 211 bounded on the Northwest by the aforesaid "Côte Sud";

4. L'île aux Chats (or Paton Island) designated on said cadastre firstly mentioned under number 678.

c) The population of the municipality of l'Abord-à-Plouffe is of 2657 souls (Census of 1946).

d) It is hereby declared that the said village municipality of l'Abord-à-Plouffe shall be erected into a town under authority of the Cities and Towns Act.

PHILIPPE DUPÈRE,

Secretary-Treasurer.

15602-36-4

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on September 6, 1946, approved the by-laws of "Club St. Joseph Club" including articles 1 to 21 inclusively as adopted at the general meeting held on March 1, 1946, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, ch. 20, sec. 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th of September, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

15813

"CLUB ST. JOSEPH CLUB"

Extrait des règlements du "Club St. Joseph Club" tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 1er mars 1946 et approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province le 6 septembre 1946, concernant la diminution du nombre des directeurs de quatorze à dix:

"10. Directeurs: a) Les affaires du club seront administrées par un bureau de direction de dix (10) membres."

15814 Le Secrétaire pro tem.,
ALBERT-H. FREGEAU.

DIAMOND TAXICAB ASSOCIATION LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie Diamond Taxicab Association Limited tenue au bureau de la compagnie, 1021 rue de la Montagne, Montréal, le 26ième jour de juin 1946, à midi.

"Il a été dûment proposé, secondé et unanimement résolu:

"Que le règlement suivant, qui sera connu comme étant le règlement 13 des règlements de la compagnie, soit et il est, par les présentes, fait, passé et décrété comme un règlement de la compagnie:

Règlement N° 13

Qu'il soit et il est, par les présentes, fait, passé et décrété comme un règlement de la compagnie Diamond Taxicab Association Limited:

Que l'article N° 1 du règlement N° 3 des règlements de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé en substituant le mot "sept" au mot "trois" de manière à ce que dorénavant il se lise:

"Le bureau de direction consistera en sept directeurs".

Vraie copie.

(Sceau) Le Secrétaire,
15815 J.-P. CARDINAL.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 septembre 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

15816-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. du Diocèse de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 septembre 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à 449, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

15817-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

"CLUB ST. JOSEPH CLUB"

Extract from the By-laws of "Club St. Joseph Club" as adopted at a meeting held March 1st, 1946, and approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 6th, 1946 concerning the reduction of the number of directors from fourteen to ten:

"10. Directors: a) The affairs of the Club shall be managed by a Board of Directors, ten (10) in number."

15814-o ALBERT-H. FREGEAU,
Secretary pro tem.

DIAMOND TAXICAB ASSOCIATION LIMITED

Extract of the Minutes of a Meeting of the Directors of Diamond Taxicab Association Limited held at the office of the Company, 1021 Mountain Street, Montreal, on the 26th day of June, 1946 at 12 o'clock noon.

"It was duly moved, seconded and unanimously resolved:

"That the following By-Law, to be known as By-Law 13 of the By-Laws of the Company, be and it is hereby made, passed and enacted as a By-Law of the Company:

By-Law No. 13

Be it and it is hereby made, passed and enacted as a By-Law of Diamond Taxicab Association Limited:

That Article No. 1 of By-Law No. 3 of the By-Laws of the Company be and it is hereby amended by substituting the word "Seven" for word "Three", so that it shall hereafter read:

"The Board of Directors shall consist of seven "Directors".

True Copy.

(Seal) 15815-o J.-P. CARDINAL,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a Federation of professional syndicates, under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de Sherbrooke" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of Saint Francis.

15816 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHESI,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération de l'U.C.C. du Diocèse de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 449 Saint-Georges street, Saint-Jérôme, county of Terrebonne.

15817 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHESI,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis, Kamouraska", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Denis, comté Kamouraska.

15818-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Stoke Centre", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Stoke Centre, comté de Richmond.

15819-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Joliette, comté de Joliette.

15820-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés du Vêtement de Farnham", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Farnham, comté de Missisquoi.

15821-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

CLERNAY REALTIES LTD.

Sommaire du Règlement N° XVI qui décrète la distribution de l'actif de la Compagnie

Le Règlement N° XVI fait et passé par les Directeurs le 4ème jour de septembre 1946, et confirmé par les actionnaires de la compagnie le 12ème jour de septembre 1946, décrète que tout l'actif de la Compagnie sera distribué et

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis, Kamouraska" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Denis, county Kamouraska.

15818 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Stoke Centre" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Stoke Centre, county of Richmond.

15819 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 8, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Joliette, county of Joliette.

15820 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés du Vêtement de Farnham" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Farnham, county of Missisquoi.

15821 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

CLERNAY REALTIES LTD.

Summary of By-law No. XVI providing for the distribution of the assets of the Company.

By-law No. XVI, passed and enacted by the Directors on the 4th day of September, 1946, and confirmed by the shareholders of the Company on the 12th day of September, 1946, provides that all of the assets of the Company shall

divisé proportionnellement parmi ses actionnaires.

Montréal, P.Q., 16 septembre 1946.

CLERNAY REALTIES LTD.,
Le Secrétaire-trésorier,
IAN MACASKILL.

15830-o

be distributed and divided rateably amongst its share-holders.

Montreal, P.Q., 16th September, 1946.

CLERNAY REALTIES LTD.,
IAN MACASKILL,
Secretary-Treasurer.

15830-o

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advise and consent of the Executive Council to appoint, by Commission under the Great Seal, the person whose name follows:

Distriet électoral Electoral District	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Châteauguay	Laberge, Arthur	Rentier, (Maire) Annuitant (Mayor)	Saint-Joachim-de-Châteauguay

(a) En remplacement de M. Armand Payant, démissionnaire. — Replacing Mr Armand Payant, retired.

Le présent avis est donné conformément à l'article 19, de la loi électorale de Québec.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN.

15829-o

The Present notice is given in conformity with Article 19, of the Quebec Election Act.

FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer

15829-o

Avis est, par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Taxis 400 de Rimouski, Incorporé", en date du 13 août 1946, dont le siège social est situé à Rimouski, comté de Rimouski, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Taxis 400 de Rimouski, Incorporé" under date the thirteenth day of August, 1946, whereof the head office is at Rimouski, county of Rimouski, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15826-o

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15826

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Rosaire", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Rosaire, comté d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15827-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Rosaire" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Rosaire, county of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15727

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Trinité-des-Monts", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Trinité-des-Monts, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15834-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Trinité-des-Monts" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Trinité-des-Monts, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

15834

"HONEY BEE LIMITED"**Règlement N° 23**

Un règlement modifiant le nombre des directeurs.

Attendu que les lettres patentes constituant la compagnie en corporation ont nommé trois personnes comme directeurs provisoires.

Et attendu qu'il est jugé nécessaire d'augmenter le nombre des directeurs.

En conséquence, la compagnie Honey Bee Limited, par ses directeurs, décrète ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, modifié de trois à cinq.

Adopté et passé par les directeurs ce 2ième jour d'avril 1946.

Le Président,
F.-R. UNGAR.

Le Secrétaire,
USHER DUBROFSKY.

15831

AVIS DE RACHAT

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE "ST. DENIS DE LA RIVIÈRE CHAMBLY"

Avis public est par les présentes donné, suivant les termes du règlement N° 107 du conseil de la dite paroisse et amendement — que les obligations suivantes, datées du 1er novembre 1943, portant intérêt au taux de 3% l'an, émises en vertu du dit règlement et non encore échues, seront rachetées au pair le 1er novembre 1946, date à laquelle ces obligations cesseront de porter intérêt, savoir: Dénominations de \$500. Nos 55, 56, 57, 70, 71, 72, 85, 86, 87, 100, 101, 102, 115, 116, 117.

Les détenteurs des dites obligations sont donc requis de présenter leurs titres le ou après le 1er novembre 1946, aux bureaux de la Banque Provinciale, ou de la Caisse Populaire, à St. Denis, où ils seront payés;

Donné à St-Denis, ce 10 septembre 1946.

Copie conforme.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE MEUNIER.

15832-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac Mégantic", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

15833-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Dominique-du-Rosaire", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 septembre 1946.

"HONEY BEE LIMITED"**By-Law No. 23**

A By-Law altering the number of Directors.

Whereas the letters patent incorporating the Company named three persons as provisional directors.

And whereas it is deemed expedient to increase the number of directors.

Therefore Honey Bee Limited, by the directors thereof Enacts as follows:

1. The number of directors of the Company be and is hereby altered from three to five.

Adopted and passed by the Directors this 2nd day of April, 1946.

F.-R. UNGAR,
President.

USHER DUBROFSKY,
Secretary.

15831-o

NOTICE OF REDEMPTION

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF "ST. DENIS DE LA RIVIÈRE CHAMBLY"

Public Notice is hereby given under the terms of By-law No. 107 of the Council of the Parish of St. Denis, de la Rivière Chambly, and amendment, that the following bonds dated November 1st, 1943, bearing interest at 3% per annum, issued under said by-law and not yet matured, will be redeemed at par on the 1st of November 1946 date whereon the said bonds shall cease to bear interest, namely: Denominations of \$500. Nos 55, 56, 57, 70, 71, 72, 85, 86, 87, 100, 101, 102, 115, 116, 117.

The Holders of said bonds are thus called upon to present their titles on or after November 1st, 1946, at the offices of the Provincial Bank of "La Caisse Populaire" at St. Denis, where said Bonds will be paid.

Given at St. Denis, this 10th day of September 1946.

A true Copy.

ALPHONSE MEUNIER,
Secretary-Treasurer.

15832-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac Mégantic" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lake Megantic, county of Frontenac.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

15833

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Dominique-du-Rosaire" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 6, 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Dominique-du-Rosaire, comté Abitibi-Est.

15835-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Magloire", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Magloire, comté de Bellechasse.

15836-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Val St-Gilles", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Val St-Gilles, comté Abitibi-Ouest

15837-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des Syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération Nationale de la Métallurgie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 septembre 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Montréal, district de Montréal.

15840-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

W. N. M. SECURITY COMPANY

Règlement "AA"

Un règlement relatif à la distribution de l'actif de la Compagnie proportionnellement entre les actionnaires et à l'abandon de la charte.

SOMMAIRE

Le ou après le 6 octobre 1946, l'actif de la Compagnie sera distribué en nature au pro rata entre les actionnaires et aucun transfert d'actions ne pourra être fait après le 16ième jour du mois de septembre, 1946.

Montréal, le 18 septembre, 1946.

15846-o Les Procureurs de la Compagnie,
WAINWRIGHT, ELDER & LAIDLAY.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Dominique-du-Rosaire, county Abitibi-East.

15835 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Magloire" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Magloire, county of Bellechasse.

15836 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Val St-Gilles" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Val St-Gilles, county Abitibi-West.

15837 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "La Fédération Nationale de la Métallurgie", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

15840 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

W. N. M. SECURITY COMPANY

By-Law "AA"

A By-law to provide for the distribution of the assets of the Company rateably amongst the Shareholders and the surrender of the Charter.

SUMMARY

On or after October 8th, 1946, the assets of the Company shall be distributed in kind pro rata amongst the Shareholders and no transfers of shares shall be made after the 16th day of September, 1946.

Montreal, September 18th, 1946.

15846-o WAINWRIGHT, ELDER & LAIDLAY,
Attorneys for Company.

Province de Québec

VILLE DE DOLBEAU

Avis public est, par les présentes, donné que conformément aux dispositions du règlement N° 87 de la ville de Dolbeau, le solde des obligations actuellement en cours et dues par la susdite ville de Dolbeau, émises par ladite ville, sous l'autorité dudit règlement, seront remboursables à compter du 1er novembre 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées, devront le 1er novembre 1946, présenter lesdites obligations pour paiement aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale dans la province de Québec, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er novembre 1946.

Donné à Dolbeau, ce dix-septième jour de septembre mil neuf cent quarante-six.

Le Secrétaire-trésorier,

D. LEFEBVRE.

15844-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Moffet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Moffet, comté de Témiscamie.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

15845-o

Province of Quebec

TOWN OF DOLBEAU

Public notice is hereby given that according to stipulations of by-law 87 of the town of Dolbeau, all bonds presently in circulation and due by the aforesaid town of Dolbeau, issued by the said town, under the authority of said by-law, shall be reimbursable starting November 1st, 1946.

The bearers of the above mentioned bonds, shall on November 1st, 1946, present the said bonds for payment at the branches of Banque Canadienne Nationale in the Province of Quebec, with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease to bear interest starting November 1st, 1946.

Given at Dolbeau, this seventeenth day of the month of September, nineteen hundred and forty-six.

D. LEFEBVRE,

Secretary-treasurer.

15844-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Moffet" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 4, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Moffet, county of Temiscamie.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

15845

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 246625, Dame Laurette Gohier, épouse commune en biens de Louis Billard, agent, des cité et district de Montréal, vs Louis Billard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

Montréal, le 18 septembre 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,

LACOSTE & LACOSTE.

15842-o

Canada, province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour Supérieure, n° 5473. Dame Réjane Hébert, épouse commune en biens de James A. Weir, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse, vs son dit mari, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

St-Hyacinthe, ce 18 septembre 1946.

Le Procureur de la Demanderesse,

GÉRARD DESLANDES.

15843-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 247191. Dame Laurette Hamelin, épouse commune en biens de Zéphyr Roby, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Zéphyr Roby, du même endroit, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 246625. Dame Laurette Gohier, wife common as to property of Louis Billard, agent, of the city and district of Montreal, vs Louis Billard, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, September 18th, 1946.

LACOSTE & LACOSTE,

Attorneys for the Plaintiff.

15842-o

Canada, Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, no. 5473. Dame Réjane Hébert, wife common as to property of James A. Weir, of Saint-Hyacinthe, said district, plaintiff, vs her said husband, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

St-Hyacinthe, September 18th, 1946.

GÉRARD DESLANDES,

Attorney for plaintiff.

15843-o

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 247191. Dame Laurette Hamelin, wife common as to property of Zéphyr Roby, of the city and district of Montreal, plaintiff: vs Zéphyr Roby of the same place, defendant:

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 9ième jour de septembre 1946.

Montréal, 18 septembre 1946.

Le Procureur de la demanderesse,
15849 LOUIS H. ROHRLICK.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 9th day of September 1946.

Montreal, September 18, 1946.

15849-o LOUIS H. ROHRLICK,
Attorney for Plaintiff.

Chartes — Abandon de

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hunter Construction Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 17ième jour d'avril 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'août 1946 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 11ième jour de juillet 1946.

15804 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Banlieue-Jardin "Churchill-Roosevelt" Incorporée" — "The "Churchill Roosevelt" Garden Suburbs Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26ième jour de juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er jour d'août 1946, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juillet 1946.

15805-o L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "M. L. Miller Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4ième jour de juin 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'août 1946 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 11ième jour de juillet 1946.

15806 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Rugby Football Club", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30ième jour d'août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'août 1946, ladite compagnie sera dissoute.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hunter Construction Company Limited", incorporated by letters patent dated the 17th day of April, 1929.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of July, 1946.

15804-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Banlieue-Jardin "Churchill-Roosevelt" Incorporée" — "The "Churchill-Roosevelt" Garden Suburbs Incorporated", incorporated by letters patent dated the 26th day of June, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the first day of August, 1946, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1946.

15805 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "M. L. Miller Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1930.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of July, 1946.

15806-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Montreal Rugby Football Club", incorporated by letters patent dated the 30th day of August, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1946, the said Company shall be dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce 11^{ème} jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15807 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15807-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rudner's Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23^{ème} jour de septembre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour d'août 1946 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 11^{ème} jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15808 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies, Act article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the Said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rudner's Limited", incorporated by letters patent dated the 23rd day of September, 1930.

Notice is also given that from and after the first day of August, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15808-o Deputy Attorney General.

AVIS

L'AQUEDUC DE CHARNY, LTÉE

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies, la compagnie de "L'Aqueduc de Charny, Ltée" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur.

Daté à Charny, ce 12 septembre 1946.

Le Secrétaire,
15822-o RAOUL DEMERS.

NOTICE

L'AQUEDUC DE CHARNY, LTÉE

Under the provisions of the Companies' Act, "L'Aqueduc de Charny, Ltée" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Charny, this 12th day of September, 1946.

RAOUL DEMERS,
15822-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 764-42

Québec, 10 septembre 1946.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du Canton de Duparquet en celui de Rapide-Danseur, dans le comté de l'Abitibi-Ouest et d'annexer à ladite municipalité les lots suivants, tous inclusivement, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire:

Les lots du canton d'Hébecourt: 32 à 58 du rang VII, 32 à 64 du rang VIII, 32 à 65 du rang IX, 54 à 63 du rang X; les lots suivants du canton de Duparquet: 2 à 7 des rangs VIII et IX.

Le Surintendant,
15702-37-2-o VICTOR DORÉ.

ERRATUM

N° 342-46.

Québec, le 16 septembre 1946.

Dans la deuxième ligne du troisième paragraphe de l'avis concernant la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, publié dans la Gazette officielle de Québec des 31 août et 7 septembre, il faut enlever le lot N° 6 et remplacer 273 par 223 et ajouter le lot 216.

Le Surintendant,
15803A-x-o VICTOR DORÉ.

Department of Education

No. 764-42

Quebec, September 10, 1946.

Application is made to change the name of the school municipality of the Township of Duparquet to that of Rapide-Danseur, in the county of Abitibi-West and to annex to the said municipality the following lots, all inclusively, which have not as yet been organized as regards schools:

Lots of the township Hébecourt: 32 to 58 of range VII, 32 to 64 of range VIII, 32 to 65 of range IX, 54 to 63 of range X; the following lots of the township of Duparquet: 2 to 7 of ranges VIII and IX.

VICTOR DORÉ,
15702-37-2 Superintendent.

ERRATUM

No. 342-46.

Quebec, September 16, 1946.

In the second line of the third paragraph of the notice concerning the school municipality of the parish of Notre-Dame-de-Portneuf, published in the Quebec Official Gazette of the 31st August and 7th September, lot No. 6 should be struck out and 273 in the French text, replaced by 223 and lot 216 added.

VICTOR DORÉ,
15803A-x Superintendent.

N° 336-46

Québec, le 10 septembre 1946.

No. 336-46

Quebec, September 10, 1946.

Demande est faite d'unir les municipalités scolaires de Mansfield-Sud et de Mansfield et d'ériger leur territoire en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Mansfield", dans le comté de Pontiac.

Le Surintendant,

VICTOR DORÉ.

Application is made to unite the school municipalities of Mansfield-South and Mansfield and to erect their territory into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Mansfield", in the county of Pontiac.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

15703-37-2-o

15703-37-2

N° 547-43

Québec, 10 septembre 1946.

No. 548-43

Quebec, September 10, 1946.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Saint-Thomas, comté de Missisquoi, à celle de Clarenceville, même comté. Cette annexion s'appliquera aux contribuables protestants seulement.

Le Surintendant,

VICTOR DORÉ.

Application is made to annex the school municipality of Saint-Thomas, county of Missisquoi, to that of Clarenceville, same county. This annexation to apply to Protestant taxpayers only.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

15704-37-2-o

15704-37-2

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine division d'enregistrement de Champlain.

Official Cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine registration division of Champlain.

Avis est par la présente donnée que les lots (rues et ruelles) 416-239, 416-253, 416-267, 416-273, 416-287, 416-301, 416-307, 416-321, 416-335, 416-376, (partie) 416-377, 416-383, 416-389, 416-395, 416-401, 416-407, 416-413, 416-464, 416-467, 416-476, 416-477, 416-493, 416-513, 416-514, 416-537, 416-557, 416-558 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots (streets and lanes) 416-239, 416-253, 416-267, 416-273, 416-287, 416-301, 416-307, 416-321, 416-335, 416-376, (part) 416-377, 416-383, 416-389, 416-395, 416-401, 416-407, 416-413, 416-464, 416-467, 416-476, 416-477, 416-493, 416-513, 416-514, 416-537, 416-557, 416-558, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 23 août 1946.

Quebec, August the 23rd, 1946.

Ministère des Terres et Forêts,

Department of Lands and Forests,

Service du Cadastre,

Cadastral Branch,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD,

15809-o

AVILA BÉDARD.

15809-o

Deputy-Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-Claire division d'enregistrement de Montréal.

Official Cadastre of the parish of Pointe-Claire registration division of Montreal.

Avis est, par la présente, donné que les lots 108-1 à 108-690, 108-702 à 108-718, 108-729 à 108-736, 108-748 à 108-759, partie des lots 108-701 et 108-747 (rues) sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 108-1 to 108-690, 108-702 to 108-718, 108-729 to 108-736, 108-748 to 108-759, part of lots 108-701 and 108-747 (streets) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 10 septembre 1946.

Quebec, September the 10th, 1946.

Ministère des Terres et Forêts,

Department of Lands and Forests,

Service du Cadastre,

Cadastral Branch,

Le sous-ministre,

AVILA BÉDARD,

15810-o

AVILA BÉDARD.

15810-o

Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord Quartier Limoilou, cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Official Cadastre of the parish of St. Roch Nord Limoilou Ward, city of Quebec, registration division of Quebec.

Avis est, par le présente donné, que les lots 432-31 et 432-32 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 432-31 and 432-32 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 30 août 1946.

Quebec, August the 30th, 1946.

Ministère des Terres et Forêts,

Department of Lands and Forests,

Service du Cadastre,

Cadastral Branch,

Le Sous-Ministre,

AVILA BÉDARD,

15811-o

AVILA BÉDARD.

15811-o

Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de L'Ancienne-Lorette,
Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 959 est annulée et que le lot 18 est amendé conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 août 1946.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

15841-o

NOTICE

Official cadastre of the Parish of L'Ancienne-Lorette,
Registration Division of Quebec

Notice is hereby given that a part of lot 959 has been cancelled and lot 18 amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 13, 1946.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Liquidation, avis de

AVIS DE NOMINATION DE LIQUIDATEUR

Canada, Province de Québec, district de Québec, dans la cour supérieure, N° 51284, dans l'affaire de: — J.-MAURICE LEVESQUE et ZOEL DUCHESNE, tous deux de la cité de Québec et y faisant affaires en société sous le nom et raison sociale de "Levesque & Duchesne Enrg", au numéro 388, rue St-Vallier, Québec.

Avis est, par le présent, donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable Juge Wilfrid Girouard, J.C.S., en date du 12 septembre 1946, le soussigné a été nommé liquidateur aux biens de la société sus-mentionnée conformément aux dispositions de l'article 1896-A du code civil de la province de Québec.

Avis est également donné aux créanciers de produire leur réclamation entre les mains du soussigné et aux débiteurs d'avoir à faire remise des montants dus.

Daté à Québec, ce 14ième jour de septembre 1946.

Le liquidateur,
LUDGER BOULET.

15828-o

Bureaux:
Boulet & Boulet, C.A.,
51, rue St-Pierre,
Québec.

NOTICE OF APPOINTMENT OF A LIQUIDATOR

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 51284. In the matter of: J. MAURICE LEVESQUE and ZOEL DUCHESNE, both of the city of Quebec and there carrying on business on partnership under the firm name and style of "Levesque & Duchesne Enrg", at number 388 St-Vallier street, Quebec.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Honourable Justice Wilfrid Girouard, J.S.C., bearing date September 12, 1946, the undersigned has been appointed liquidator to the property of the above-mentioned firm, pursuant to the provisions of article 1896-A of the civil Code of the province of Quebec.

Notice is also given to the creditors to file their claims with the undersigned and to the debtors to remit any amounts due.

Dated at Quebec, this 14th day of September 1946.

LUDGER BOULET,
Liquidator.

15828-o

Offices:
Boulet & Boulet, C.A.,
51 St. Peter street,
Quebec.

Nominations

N° 774-el Québec, le 13 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 11 septembre 1946, de nommer M. Cyrille-C. Turbide, au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Havre-aux-Maisons, dans le comté de Iles de la Madeleine.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 1381-el

Québec, le 13 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 11 septembre 1946, de nommer M. J. Furlong et M. Léon Bourget au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Percé, dans le comté de Gaspé-Sud.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

Appointments

N° 774-el Quebec, September 13, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 11, 1946, to appoint Mr. Cyrille C. Turbide, School Commissioner for the school municipality of Havre-aux-Maisons, in the county of the Magdalen Islands.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 1381-el

Quebec, September 13, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 11, 1946, to appoint Mr. J. Furlong and Mr. Léon Bourget, School Commissioners for the school municipality of Percé, in the county of Gaspé-South.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

N° 1732-el

Québec, le 13 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 11 septembre 1946, de nommer M. J.-A. Spénard et M. Conrad Côté au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Trois-Pistoles, No I, village, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
VICTOR DORÉ.

N° 1990-el

Québec, 13 septembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 septembre 1946, de nommer M. l'abbé Sylvio Laporte, vicaire forain, curé, messieurs J. Wilfrid Pilon, Wilfrid Dubuc, Wilfrid Maheu et Joseph Léveillé commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Chambly-Bassin, comté de Chambly.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
15812-o VICTOR DORÉ.

No. 1732-el

Quebec, September 13, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 11, 1946, to appoint Mr. J. A. Spénard and Mr. Conrad Côté, School Commissioners for the school municipality of Trois-Pistoles, No. I. village, in the county of Rivière-du-Loup.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 1990-el

Quebec, September 13, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 11, 1946, to appoint Reverend abbé Sylvio Laporte, *vicaire forain*, parish priest, Messrs. J. Wilfrid Pilon, Wilfrid Dubuc, Wilfrid Maheu, and Joseph Léveillé, School Commissioners, for the school municipality of Chambly Basin, county of Chambly.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

Sièges sociaux

LOUIS PARENT LIMITÉE

Avis est donné que la Compagnie Louis Parent Limitée, constituée en corporation par Lettres Patentes de la Province de Québec en date du vingt et unième jour d'août, 1946 et ayant son bureau principal dans la cité de St-Jean, district d'Iberville, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 226A de la rue Richelieu.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jean, comté d'Iberville, P.Q., ce 28 août, 1946.
15823-o LOUIS-J. PARENT.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited, constituée en corporation par lettres patentes de Québec, le 17ième jour d'avril 1944, a son siège social au numéro civique 299 rue Colborne, Montréal.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1944.
(Sceau) Le Président,
15825 R.-A. PROULX.

Avis est donné par la compagnie Canabel Limitée — Canabel Limited, constituée en corporation suivant la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du vingt-huitième jour de février, 1946, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 7960 de la rue St-Hubert.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29ième jour d'août 1946.

15847-o Le Président,
SÈVÈRE LAMOTHE.

Head Offices

LOUIS PARENT LIMITÉE

Notice is hereby given that "Louis Parent Limitée" company incorporated by Letters Patent, of the Province of Quebec, on the twenty first day of August 1946, and having its head Office in the city of St-John district of Iberville, Province of Quebec, has established its Office at No. 226A Richelieu street in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at St-John, County of Iberville, P.Q., this 28th day of August, 1946.
15823-o LOUIS-J. PARENT.

Notice is hereby given that the "Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited, incorporated by Quebec Letters Patent on the 17th day of April, 1944 has its Head Office at Civic-Number 299 Colborne Street, Montreal.

Dated at Montreal this 1st day of May, 1944.
(Seal) R.-A. PROULX,
15825-o President.

Notice is given by the company "Canabel Limitée — Canabel Limited" incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, under date of the twenty-eighth day of February, 1946, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 7960 St. Hubert street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 29th day of August, 1946.

SÈVÈRE LAMOTHE,
President.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Muretta Apartments Ltd., une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 4ième jour de juillet 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1604 Boulevard St-Laurent.

SPERBER, GODINE, BERGER,
15824 GOLD & LAPIN.

Canada, province de Québec, district de Montréal.

ROBERTS & SONS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Roberts & Sons Inc., constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 4ième jour de juin 1946, et ayant son siège social en la ville de Mont-Royal, a établi son bureau à 557 avenue Berwick.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18ième jour de septembre 1946.

Le Secrétaire,
15850 OWEN C. ROBERTS.

Notice is hereby given that the Muretta Apartments Ltd., a Company incorporated by Letters Patent on the 4th day of July 1946, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1604 St. Lawrence Blvd.

SPERBER, GODINE, BERGER,
15824-0 GOLD & LAPIN.

Canada, province of Quebec, district of Montreal.

ROBERTS & SONS INC.

Notice is hereby given that Roberts & Sons Inc. incorporated under the Quebec Companies' Act by Letters Patent issued on the 4th day of June, 1946, and having its head office in the Town of Mount Royal, has established its office at 557 Berwick Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1946.

OWEN C. ROBERTS,
Secretary.

Soumissions

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

VILLE DE SAINT-JÉROME

Avis est par les présentes donné que des soumission cachetées, marquées sur l'enveloppe: "Soumission pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à QUATRE heures de l'après-midi, le quinzième jour d'octobre 1946, pour l'achat d'un montant de \$50,000.00 d'obligations, datées du 1er septembre 1946 et émises sous l'autorité du règlement N° 426 Nouvelle Série.

Ces obligations seront remboursables en vingt ans, du 1er septembre 1946 et l'intérêt payable semi-annuellement, aux taux de TROIS pourcent (3%) l'an.

Tableau des échéances

1er sept.	Montant	1er sept.	Montant
1947	\$1900.00	1957	\$2500.00
1948	1900.00	1958	2600.00
1949	2000.00	1959	2600.00
1950	2000.00	1960	2700.00
1951	2100.00	1961	2800.00
1952	2200.00	1962	2900.00
1953	2200.00	1963	3000.00
1954	2300.00	1964	3100.00
1955	2300.00	1965	3200.00
1956	2400.00	1966	3300.00

Le capital et l'intérêt seront payables à la Banque Canadienne Nationale à Saint-Jérôme, ou à son bureau-chef à Montréal.

La Ville se réserve le droit de racheter par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, les obligations présentement émises, en commençant par celles à date des plus éloignées, c'est-à-dire, par les dernières échéances du présent emprunt. Dans ce cas, un avis de tel rachat sera publié une fois dans la Gazette Officielle de Québec, pas moins de trente jours ni plus de soixante jours

Tenders

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

TOWN OF SAINT-JÉROME

Notice is hereby given that sealed tenders, marked on the envelope: "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, until FOUR o'clock in the afternoon, October FIFTEENTH 1946, for the purchase of \$50,000.00 in bonds, dated SEPTEMBER 1st 1946 and issued under the authority of by-law No. 426 New Series.

These bonds will be redeemable in twenty years from the first day of September 1946 and the interest payable semi-annually, at the rate of 3% per annum.

Table of Maturities

Sept. 1st	Amount	Sept. 1st	Amount
1947	\$1900.00	1957	\$2500.00
1948	1900.00	1958	2600.00
1949	2000.00	1959	2600.00
1950	2000.00	1960	2700.00
1951	2100.00	1961	2800.00
1952	2200.00	1962	2900.00
1953	2200.00	1963	3000.00
1954	2300.00	1964	3100.00
1955	2300.00	1965	3200.00
1956	2400.00	1966	3300.00

Capital and interest will be payable at La Banque Canadienne Nationale at St-Jérôme or at its head-office at Montreal.

The Town reserves itself the right to redeem in anticipation, at par, at the date of payment of interests, bonds presently issued, beginning by longer maturities. In this case, notice of repurchase will be published once in the Quebec Official Gazette, not less than thirty days nor more than sixty before the date of repurchase and also published as prescribed for the Town of Saint-

avant la date du rachat et sera affiché et publié en la manière prescrite pour les avis publics de la Ville de Saint-Jérôme. Le même avis sera, dans le même délai, déposé à la poste par le Trésorier de la Ville, sous pli recommandé à la dernière adresse connue de tout détenteur d'obligations ainsi rachetable. Toutes obligations dont le rachat sera ordonné, cessera de porter intérêt à compter de la date mentionnée aux avis ci-dessus cités.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

La Ville de Saint-Jérôme ne s'engage pas à accepter aucune des soumissions reçues.

Saint-Jérôme, ce dix-septième jour de septembre 1946.

Le Greffier de la ville,
OCT. TESSIER.

15848-o

Province de Québec

VILLE ST-LAURENT

COMTÉ DE JACQUES-CARTIER

Soumissions pour obligations

Avis est par les présentes donné que le conseil municipal de la Ville St-Laurent recevra, à compter de la date de la publication du présent avis au 11ème jour d'octobre, 1946, à cinq heures, p.m. à l'Hôtel de Ville, 14 avenue de l'Eglise, Ville St-Laurent, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations de la Ville St-Laurent" pour l'achat de \$167,500. d'obligations émises en vertu du règlement N° 196 de la Ville St-Laurent adopté le 12 juillet 1946.

Les obligations seront datées du 1er mai 1946, écherront en série le 1er mai de chaque année de 1947 à 1976 inclusivement, et porteront intérêt à compter de leur date payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Les soumissions seront requises pour les taux d'intérêt suivant:

1. 2½% 1ère à la 10ième année inclusivement,
 2. 3% 11ième à la 30ième année inclusivement;
- conformément à la cédule suivante:

ANNEE	Remboursement de capital Règlement N° 196
1er mai 1947.....	\$3,500.00
" " 1948.....	3,600.00
" " 1949.....	3,700.00
" " 1950.....	3,800.00
" " 1951.....	4,000.00
" " 1952.....	4,100.00
" " 1953.....	4,200.00
" " 1954.....	4,300.00
" " 1955.....	4,500.00
" " 1956.....	4,600.00
" " 1957.....	4,700.00
" " 1958.....	4,900.00
" " 1959.....	5,000.00
" " 1960.....	5,200.00
" " 1961.....	5,300.00
" " 1962.....	5,500.00
" " 1963.....	5,700.00
" " 1964.....	5,800.00
" " 1965.....	6,000.00
" " 1966.....	6,200.00
" " 1967.....	6,400.00
" " 1968.....	6,600.00

Jérôme for public notices. The same notice will be, in the same time, sent, by registered mail, by the Treasurer of the Town, to the last known address of every Holder of such redeemable bonds. All bonds to be redeemed will cease bearing interest from the date given in above mentioned notices.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tenders.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of St-Jérôme does not obligate itself to accept any of the tenders received.

St-Jérôme, this seventeenth day of September 1946.

15848-o

OCT. TESSIER,
Town Clerk.

Province of Quebec

TOWN OF ST. LAURENT

CO. OF JACQUES-CARTIER

Tenders for Bonds

Notice is hereby given that the Municipal Council of the Town of St. Laurent will receive, from the date of the publication of this notice to the 11th day of October 1946 at five o'clock p.m., at the Town Hall, 14 Church Avenue, Town of St. Laurent, written tenders, sealed and endorsed "Tender for Bonds of the Town of St Laurent", for the purchase of \$167,500.00 of Bonds issued in virtue of the Town's by-law No. 196, adopted on July 12th, 1946.

The Bonds will be dated May 1st, 1946, will mature serially on May 1st of each year from 1947 to 1976 inclusive, and will bear interest from their date payable semi-annually on May 1st and November 1st, in each year. Tenders are requested for interest rates according to the following:

1. 2½% 1st to 10th years inclusive,
 2. 3% 11th to 30th years inclusive;
- in accordance with the following schedule:

YEAR	REDEMPTION By-law No. 196
1st May 1947.....	\$3,500.00
" " 1948.....	3,600.00
" " 1949.....	3,700.00
" " 1950.....	3,800.00
" " 1951.....	4,000.00
" " 1952.....	4,100.00
" " 1953.....	4,200.00
" " 1954.....	4,300.00
" " 1955.....	4,500.00
" " 1956.....	4,600.00
" " 1957.....	4,700.00
" " 1958.....	4,900.00
" " 1959.....	5,000.00
" " 1960.....	5,200.00
" " 1961.....	5,300.00
" " 1962.....	5,500.00
" " 1963.....	5,700.00
" " 1964.....	5,800.00
" " 1965.....	6,000.00
" " 1966.....	6,200.00
" " 1967.....	6,400.00
" " 1968.....	6,600.00

"	"	1969.....	6,700.00
"	"	1970.....	6,900.00
"	"	1971.....	7,100.00
"	"	1972.....	7,400.00
"	"	1973.....	7,600.00
"	"	1974.....	7,800.00
"	"	1975.....	8,100.00
"	"	1976.....	8,300.00

\$167,500.00

"	"	1969.....	6,700.00
"	"	1970.....	6,900.00
"	"	1971.....	7,100.00
"	"	1972.....	7,400.00
"	"	1973.....	7,600.00
"	"	1974.....	7,800.00
"	"	1975.....	8,100.00
"	"	1976.....	8,300.00

\$167,500.00

Les dites obligations seront payables à la Banque Canadienne Nationale, ou à la Banque Provinciale du Canada, à Montréal, ou à tout autre endroit qui pourrait être déterminé par résolution du Conseil lors de l'émission des obligations.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours, ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément à la loi (S.R.Q. 1941, ch. 212,) et aux dispositions du dit règlement N° 196.

Cette émission a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et par la Commission Métropolitaine de Montréal.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du Conseil Municipal, laquelle sera tenue le 11 octobre 1946, à huit heures de l'après-midi, à la salle de l'École Beaudet, 209 boulevard Monkland, Ville St-Laurent.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le Conseil Municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Ville St-Laurent, ce 17ième jour de septembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI LAPOINTE.

Ville St-Laurent,
Hôtel de ville,
14-avenue de l'Eglise,
Ville St-Laurent,
Téléphone: BY 2401.

15838-0

The said bonds will be payable at the Banque Canadienne Nationale, or at the Banque Provinciale du Canada, at Montreal, or any other place which may be determined by resolution of the Council at the time of the issue of the bonds.

The said bonds to be issued in denominations of \$100.00, \$500.00, and \$1,000.00 and may be registered as to capital.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with the law (R.S.Q. 1941, chap. 212), and the provisions of said by-law No. 196.

This issue has been approved by the Lieutenant-Governor in Council and by the Montreal Metropolitan Commission.

Every tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Municipal Council, the same to be held on the 11th of October 1946, at eight o'clock in the evening, at the École Beaudet hall, 209 Monkland Boulevard, Town of St. Laurent.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at the Town of St. Laurent this 17th day of September, 1946.

HENRI LAPOINTE,
Clerk.

Town of St. Laurent,
Town Hall,
14 Church Avenue,
Town of St. Laurent,
Telephone: BY: 2401

15838-0

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure. En matière de faillite.

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de la faillite de Lucien Chrétien, marchand général, St-Octave de l'Avenir, Gaspé Nord Qué., Débiteur.

Avis est par le présent donné que lundi, le 21 octobre 1946, à 2.30 heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Octave de l'Avenir, comté de Gaspé Nord, P.Q., l'immeuble de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Un terrain ou emplacement de 78 pieds de largeur, mesuré du nord au sud, sur une profondeur de 158 pieds, mesurée Est à Ouest, le dit terrain sis et situé en la paroisse de St-Octave

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court. Sitting in Bankruptcy.

AUCTION SALE

In the matter of the bankruptcy of Lucien Chrétien, general merchant, St. Octave de l'Avenir, Gaspé North, Que. Debtor.

Notice is hereby given that on Monday, October 21, 1946, at 2.30 o'clock in the afternoon: there shall be sold by public auction, at the parochial church door of St. Octave de l'Avenir, county of Gaspé North, P.Q., the immovable in this bankruptcy, as follows:

ITEM A.—A lot of land or emplacement of 78, feet in width, measured from North to South, by a depth of 158 feet, measured from East to West, said lot of land being and situate in the

de l'Avenir, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro dix-neuf (Ptie de 19) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dixième rang du canton Cap Chat borné au nord par le résidu du lot 19 de Yvon Perrée, à l'est par le chemin public, au sud et à l'ouest par le résidu du lot 19 de Sieur Maurice Chrétien, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, savoir maison et hangar, y compris le Windcharger et ses batteries et tous les accessoires au dit Windcharger, tel que le tout se trouve présentement.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

La vente de cet item est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, Qué., le 17 septembre 1946.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 111, côte de la Montagne,
Québec, Qué. 15839-38-2-o

parish of St. Octave de l'Avenir, known and designated as forming part of the lot bearing number nineteen (Pt. 19) on the official cadastral plan and in the book of reference for the tenth range of the township of Cap Chat, bounded on the north by the residue of lot 19 of Yvon Perrée, on the East by the public road, on the South and West by the residue of lot 19 of Sieur Maurice Chrétien, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, namely: a house and shed, including the Windcharger and batteries thereof, and all accessories of said Windcharger, as the whole presently subsists.

Said item will be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificate may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

The sale of said item is made in conformity with articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P. and also to section forty-five of the Bankruptcy Act, said sale having the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: cash.

Québec, Que., September 17, 1946.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices: 111 Mountain Hill,
Québec, Que. 15839-38-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 240262;

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le 8 février 1946, dans la présente cause où dame Jeanne Benjamin, bourgeoise, épouse contractuellement séparée de biens d'Octave Gagnon, gérant, ce dernier pour assister son épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de Verdun, district de Montréal, est demanderesse, — et Mlles Alice Benjamin, Gilberte Benjamin, Marcelle Benjamin, toutes trois filles majeures, usant de leurs droits, et dame Yvette Benjamin, épouse de Georges Nizan, ce dernier personnellement et pour assister son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, il a été ordonné de vendre par licitation les immeubles suivants, savoir:

"Un terrain situé partie dans le quartier sainte Anne et partie dans le quartier saint Gabriel, de la cité de Montréal, composé:

a) du lot numéro neuf cent trente deux (932) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte Anne, et

b) du lot numéro trois mille soixante et dix-neuf (3079) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, formant ensemble d'après les titres de ladite propriété un terrain de quarante-deux pieds et sept pouces et demi de largeur par quatre vingt-cinq pieds et trois pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front au nord-ouest par la rue Centre, en arrière, partie par le lot neuf cent trente et un dudit quartier Sainte Anne et partie par le lot trois mille soixante et dix-sept des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Montréal, du côté sud-ouest, partie par le lot numéro neuf cent trente-trois dudit quartier

Sale by Licititation

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 240262;

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, district of Montreal, and rendered on the eight day of February 1946 in the present cause where Dame Jeanne Benjamin, housekeeper, wife separate as to property of Octave Gagnon, manager, by contract of marriage, the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, both of the City of Verdun, district of Montreal, is Plaintiff, — and Misses Alice Benjamin, Gilberte Benjamin, Marcelle Benjamin, all three of them spinsters of age, availing themselves of their rights, and Dame Yvette Benjamin, wife of Georges Nizan, the latter personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, all of them of the City and district of Montreal, are defendants, the Sale by Licititation of the immovables hereinafter described has been ordered, viz:

"One emplacement situated part in the Ward of Saint Ann and part in the Ward of Saint Gabriel, in the city of Montreal, composed of:

a) lot number nine hundred and thirty-two (932) on the official plan and in the book of reference of Saint Ann Ward, and

b) lot number three thousand seventy-nine (3079) on the official plan and in the book of reference for the Municipality of the Parish of Montreal, in the County of Hochelaga, forming together, according to the titles of the said property an emplacement of forty-two feet and seven inches and one half in width, by eighty-five feet and three inches in depth, English measure and more or less, bounded in front on the North-West by Centre street, in the rear, in part by lot nine hundred and thirty-one of the said Saint Ann Ward and in part by lot three thousand and seventy-seven on the official plan and in the book of reference for the said Parish of Montreal, on the South-West, in part by lot nine hundred

Sainte-Anne et partie par le lot numéro trois mille soixante-et-dix-huit des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du côté nord-est, par la rue Jardin; avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 1940, 1944 et 1946 de ladite rue Centre, et le numéro civique 1168 de la dite rue Jardin, en la cité de Montréal."

Les dits immeubles pour être vendus en bloc comme formant une seule et même exploitation.

Lesdits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 16 octobre 1946, mercredi, à dix heures et demie de l'avant-midi (heure de Montréal) en la salle d'audience numéro 31, ou à telle autre chambre où les intéressés pourront être référés, au Palais de Justice (ancien) en la cité de Montréal, le tout sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposés au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal; et toute opposition à fin contraire, à fin de charge ou à fin d'annuler, relative aux dits immeubles ne peut être reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur les deniers provenant de la licitation doit être produite au greffe du tribunal dans les six jours qui suivent l'adjudication, suivant la loi, sous peine de forclusion.

Un dépôt de \$2,500. devra être fait par chaque enchérisseur avant que son offre soit reçue, entre les mains de l'officier chargé de la vente.

Montréal, 9 septembre 1946.

L'Avocat de la demanderesse,
ROGER DESMARAIS, C.R.

20, est rue Saint Jacques,
Montréal,

Tél. Harbour 2838

15705-37-2-0

and thirty-three of the said Saint Ann Ward, and in part by lot three thousand and seventy-eight on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal, on the North-East, by Jardin Street; with all the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 1940, 1944 and 1946 of the said Centre Street, and the civic number 1168 of the said Jardin Street, in the City of Montreal."

The above described immoveables to be sold "en bloc" as constituting one and the same concern.

The said immoveables shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 16th of October 1946, Wednesday, at 10.30 o'clock in the forenoon (Montreal known time) in Court Room No 31, or in such other Room as the interested parties may be referred to, at (old) Court House in the City of Montreal; the whole subject to the clauses, charges and conditions mentioned in the List of Charges filed at the Prothonotary's Office of the Superior Court of the district of Montreal; and all oppositions to secure charges, to withdraw or to annul, in respect of said immoveables, shall not be received after the twelfth day previous to the day fixed as above for the sale and adjudication; and all oppositions or claims for payment out of the proceeds of the said licitation must be filed in the office of the Court within six days after the adjudication, according to law, under pain of foreclosure.

A deposit of \$2,500. must be made by each bidder before his bid be received, in the hands of the officer entrusted with the sale.

Montreal, September 9, 1946.

ROGER DESMARAIS, C.R.,
Attorney for Plaintiff.

20 St. James St. East,
Montréal,

Tel. Harbour 2838

15705-37-2-0

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 4625. Dame Lucias Carignan & vir, demandeurs, vs Donat Carignan & al, défendeurs, et Metropolitan Life Insurance Co., mise en cause.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Arthabaska dans le district d'Arthabaska, le 9 septembre 1946, dans une cause dans laquelle Dame Lucias Carignan, ménagère, domiciliée à Ste-Victoire, district d'Arthabaska, épouse commune en biens de Rosaire Allard, cultivateur des mêmes lieux, et le dit Rosaire Allard sont demandeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit savoir:

Un immeuble situé à Victoriaville, comté d'Arthabaska, étant le lot N° 497 (quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept), au cadastre de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Ste-Victoire, à distraire les parties vendues à la Société d'Agriculture du Comté d'Arthabaska, à la ville de Victoriaville pour son réservoir, et aux autres acquéreurs et cessionnaires, cédées, en vertu de quelques titres et conventions que ce soit, (497 à distraire), et un autre petit lopin de terre borné au sud par le chemin de fer Canadien National, et au nord et à l'ouest par Arcadius Fortier, et à l'ouest par Albert Lafleur ou représentants, connu, ce dernier lopin de terre au dit cadastre, comme étant partie du lot N° quatre-cent-soixante-et-dix (P. 470), les dits immeubles sujets à toutes les servitudes les affectant;

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 4625. Dame Lucias Carignan & vir, Plaintiffs, vs Donat Carignan & al, Defendants, & Metropolitan Life Insurance Co., Assigned in the cause.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that in pursuance of a judgment of the Superior Court sitting to Arthabaska, in the district of Arthabaska, September the 9th, 1946, in a case in which Dame Lucias Carignan, housewife of Ste-Victoire, district of Arthabaska, wife common as to goods of Rosaire Allard, farmer of the same places, and the said Rosaire Allard are plaintiffs, commanding the sale by auction of a real estate designed as follows, namely:-

A real estate situated in Victoriaville, county of Arthabaska being the lot No. 497 (four hundred ninety-seven), at the register of this part of the Canton of Arthabaska, forming the Ste-Victoire parish, to subtract the sold parts to La Société d'Agriculture du comté d'Arthabaska, to the town of Victoriaville, for their tank, and to the others purchasers and assignees, ceded, by any titles and conventions, (497) to subtract), and an other little bit of ground confined at the South by the railroad of the Canadian National, and at the North and the East by Arcadius Fortier, and the West by Albert Lafleur as representatives, known, this last bit of ground at the said register, as being part of the lot No. four hundred seventy (P. 470), the said real estates exposed to all the servitudes setting apart;

Cet immeuble est décrit à un plan en date du 24 août 1946, signé par l'ingénieur J. P. Marcotte, et produit au Greffe dans le dossier de cette cause; le plan ci-dessus décrit divise l'immeuble en six parties numérotées de un à six, et, pour les fins de la licitation, les six parties décrites au plan seront vendues séparément.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 15 octobre 1946 à 11 heures a.m., au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure pour le district d'Arthabaska au Palais de Justice d'Arthabaska, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour.

Les enchères pourront être faites par écrit au Greffe de la Cour Supérieure du district d'Arthabaska jusqu'au 10 octobre 1946 inclusivement.

Tout enchérisseur de l'une quelconque des six parties de l'immeuble ci-dessus décrit devra accompagner son offre d'une consignation de \$200.00 en monnaie légale ou par chèque accepté.

Toute opposition à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Victoriaville, le 10 septembre 1946.

Le Procureur des demandeurs,

15706-37-2-o RAYMOND BEAUDET.

This real estate is described to a scheme dated August the 24th, 1946, signed by the engineer J. P. Marcotte, and filed to the Prothonotary's Office in the record of this court; in the scheme above described, the real estate is divided in six parts numbered from one to six, and at the sale by auction, the six parts will be sold separately.

The real estate above designed will be put up to auction and sold to the highest and last bidder, October the 15th, 1946, at 11 hours a.m., at the Prothonotary's Office at the Superior Court for the district of Arthabaska in the Court House at Arthabaska, subject to the charges, clauses and conditions marked in the book of the charges deposited to the Prothonotary's Office at the said Court.

The bidders will can to file their auction in writing at the Prothonotary's Office, of the Superior Court in the district of Arthabaska, until October the 10th, 1946, inclusively.

Every bidder of any of the six parts of the real estate above described, will must lay down with auction a consignment of \$200.00 in legal tenders or by accepted check.

All opposition "à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire" to the said sale by auction, will have to be filed to the Prothonotary's Office of the Superior Court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale by auction, and all opposition "à fin de conserver" will have to be filled in the six days after the auction; and, in default by the parties to file the saids oppositions in the delay prescribed by the present, they will have never the right to do it.

Victoriaville, September the 10th, 1946.

RAYMOND BEAUDET,

15706-37-2-o Solicitor for Plaintiffs.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME ALICE BROS-
N° 231014 } SEAU, épouse contractuellement séparée de biens de Raoul Masson, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes et al demanderesse vs HENRY THOMAS WINSLOW, défendeur. Et Mes Lamarre & Lamarre avocats distrayants.

Comme appartenant au défendeur.

Un emplacement composé de deux lots de terre situés en la paroisse de St-Hubert, à l'endroit connu sous le nom de Brookline, bornés en front par l'avenue Arlington (104-73) et étant les numéros soixante-dix et soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly (104-70 et 71), avec toutes les servitudes actives ou passives y attachées, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Hubert, le TROIS OCTOBRE prochain à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 27 août 1946. 15501-35-2-o
[Première insertion: 31 août, 1946.]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME ALICE BROS-
231014 } SEAU, wife separate as to property by marriage contract of Raoul Masson, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, et al, plaintiffs; vs HENRY THOMAS WINSLOW, defendant. And Me Lamarre & Lamarre advocates distracting for costs.

As belonging to the defendant.

An emplacement composed of two lots of land situate in the parish of St-Hubert, at the place known under the name of Brookline, bounded in front by Arlington Avenue (104-73) and being numbers seventy and seventy-one of the official subdivision of the original lot number one hundred and four on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Hubert, county of Chambly (104-70 et 71) — with all active or passive servitudes attached thereto, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Hubert, on the THIRD of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 27, 1946. 15501-36-2
[First insertion: August 31, 1946.]

Fieri Facias de Terris

Cour supérieure — district de Montréal
 Montréal, à savoir: { **CANADIAN PERSONAL LOAN & FINANCE CO. INC.**, demandeur, vs **EVARISTE RANGER**, défendeur.

Un certain emplacement situé au N° civique 1930 chemin Chambly, dans Longueuil Annexe, connu et désigné comme étant les lots Nos cent deux, cent trois, cent quatre, quatre-vingt-dix et quatre-vingt-onze, subdivision du lot originaire numéro cent-trente-deux (132-102-103-104-90 & 91) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$750 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Rhéaume en date du 16 septembre 1946.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Montréal, 18 septembre 1946. L. P. CAISSE.
 [Première insertion, 21 septembre 1946.] 15851-38-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — district of Montreal
 Montreal, to wit: { **CANADIAN PERSONAL LOAN & FINANCE CO. INC.**, plaintiff vs **EVARISTE RANGER**, defendant

"A certain emplacement situated at civic No. 1930 Chambly Road, in Longueuil Annex known and designated as Lots Numbers One Hundred and two, One Hundred and three, One Hundred and four, Ninety and Ninety-one, Subdivision of the Original lot Number One Hundred and thirty-two, (132-102-103-104-90 & 91) on the official Plan and Books of Reference of the Parish St. Antoine de Longueuil, County of Chambly, with buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Antoine de Longueuil, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$750.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Judge Rheume dated September 16th 1946.

Sheriff's office L. P. CAISSE,
 Montreal, September 18th 1946 Sheriff.
 [First insertion, September 21, 1946] 15851-38-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montreal
 Montréal, à savoir: { **DELLE LÉA GINGRAS**, N° 246477, fille majeure et usant de ses droits, en sa qualité d'exécutrice testamentaire à la succession de feu Edmond Charbonneau, demanderesse es-qualité vs **J.-ARTHUR ARCHAMBAULT**, es-qualité de curateur à la succession vacante de Dame Lucie Poirier-Lapierre, défendeur es-qualité.

Un emplacement ayant front sur la rue Jeanne Mance en la cité de Montréal, faisant partie de la subdivision numéro treize de la subdivision du lot numéro dix du lot originaire numéro douze (12-10-13Pt) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant le dit emplacement vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la dite rue Jeanne Mance, en arrière par une autre partie de la dite subdivision formant partie d'une ruelle commune, du côté sud-est par une autre partie de la dite subdivision numéro treize, qui a une largeur de dix pieds, et du côté Nord-Ouest par une autre partie de la dite subdivision numéro treize qui a une largeur de quinze pieds, avec une maison portant le numéro civique 5319 de la dite rue Jeanne Mance, les murs de laquelle sont mitoyens avec les propriétés adjacentes; avec l'usage en commun avec ceux y ayant droit de la ruelle en arrière du dit emplacement et des ruelles communiquant avec icelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRE OCTOBRE prochain, à SIX heures du matin.

Un dépôt de \$500 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Rhéaume, daté le 16 septembre 1946.

Bureau du shérif, Le Shérif,
 Montréal, 18 septembre 1946. L.-P. CAISSE.
 (Première insertion, 21 septembre 1946) 15852-38-2-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
 Montreal, to wit: { **DELLE LÉA GINGRAS**, No. 246477, spinster and in use of her rights in her quality of testamentary executrix of the estate of the late Edmond Charbonneau, plaintiff es-qualité; vs **J.-ARTHUR ARCHAMBAULT**, in his quality of curator to the vacant estate of Dame Lucie Poirier-Lapierre, defendant es-qualité.

An emplacement fronting on Jeanne Mance Street, in the city of Montreal, forming part of subdivision number thirteen of the subdivision of lot number ten of original lot number twelve (12-10-Pt. 13) on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Côte St-Louis, measuring, the said emplacement, twenty-five feet in front by ninety-three feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Jeanne Mance Street, in rear by another part of said subdivision forming part of a common lane, on the southeast side by another part of the said subdivision number thirteen, which has a width of ten feet, and on the northwest side by another part of said subdivision number thirteen which has a width of fifteen feet — with a house bearing civic number 5319 of said Jeanne Mance Street, the walls of which are "mitoyen" with the adjoining properties; with use in common with those having a right to the lane in rear of the said emplacement and the lanes communicating therewith.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Rheume, dated September 16, 1946.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
 Montreal, September 18, 1946. Sheriff.
 (First insertion, September 21, 1946) 15852-38-2

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, { **THÉO. LAMARRE**,
Province de Québec, { entrepreneur pein-
District de Montréal, { tre et décorateur, domi-
N° 195690 { cilié et résidant dans les
Cités et District de Montréal, demandeur; vs
Dame B. LAMBERT, épouse de J.-GABRIEL,
LAMBERT, son époux, pour autoriser cette
dernière.

Une terre située dans la Paroisse de Mont-
Rolland connue et désignée comme étant le lot
n° Deux de la subdivision du lot numéro 9
(9-2) dans le neuvième rang du canton Abercrom-
bie, aux plan et livre de renvoi officiels de la
Paroisse de Ste-Adèle, contenant en superficie
100 arpents carrés plus ou moins mesure an-
glaise, avec toutes les bâtisses dessus construites,
et avec droit de passage à perpétuité à pieds et
en voiture sur le lot N° 9-1 dans le neuvième
rang du Canton Abercrombie, pour communiquer
de la terre susdite au chemin public, avec toutes
les bâtisses dessus érigées et avec et sujet à
toutes les servitudes existantes.

Toute cette partie du lot n° 9 (Ptie 9) dans le
neuvième rang du Canton Abercrombie, aux
plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse
de Ste-Adèle comprise entre les lots nos 10,
n° 8, et n° 9-2 et cette partie du lot 9 appar-
tenant à Canadian Pacific Railway. A distraire
toutefois, les emplacements appartenant

1. Omer Filion suivant acte enregistré sous n°
41504;
2. Marie Anne Martin suivant acte enregistré
sous n° 125555;
3. Lucien Filion suivant acte enregistré sous
n° 114962;
4. La dite Blanche Tremblay suivant ventes
enregistrées sous nos 127944, 134982, et 129627;
5. Lionel Filion suivant acte enregistré n°
135044 et 138930;
6. Simonne Bertrand suivant acte enregistré
sous n° 125870;
7. Jean Bertrand suivant acte enregistré sous
n° 125871;
8. René Desroches suivant acte enregistré sous
n° 128883;
9. Joffre St-Germain suivant acte enregistré
sous n° 138929.

Et borné par la dite partie du lot, vers le nord-
est partie par une autre partie du dit n° 9 me-
surant 25 pieds et étant une rue projetée, et partie
par une autre partie du dit n° 9 appartenant à
Jean Bertrand, vers le nord-ouest par une autre
partie du n° 9 appartenant à Canadian Pacific
Ry., et partie par une autre partie du dit n°
9 appartenant à Joffre St-Germain, vers le sud-
ouest partie par le n° 8 et partie par une autre.

Le lot numéro Deux du 9e rang (n° 2 du 9e
rang) du Canton Abercrombie, aux plan et livre
de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Adèle, à
distraire du susdit lot la partie décrite à une
vente enregistrée sous le n° 83.

Le lot Trois B du 9e rang du Canton Aber-
crombie aux plan et livre de renvoi officiels de
la Paroisse de Ste-Adèle; à distraire du dit lot la
partie décrite à une vente enregistrée sous le
n° 83.

Le lot numéro Quatre A du 9e rang (4a du 9e
rang) du dit Canton Abercrombie des susdits
plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de
Ste-Adèle; à distraire dudit lot la partie déci-
rite à une vente enregistrée sous le numéro 86.

Le lot numéro Cinq du 9e rang du Canton
Abercrombie (5 du 9e rang) des susdits plan et

TERREBONNE

Superior Court

Canada, { **THÉO. LAMARRE**,
Province of Quebec, { painting and deco-
District of Montreal, { rating contractor, domi-
No. 195690 { ciled and residing in the
City and district of Montreal, plaintiff, vs
Dame B. LAMBERT, wife of J.-GABRIEL
LAMBERT, her husband, to authorize her.

A piece of land situated in the Parish of Mont-
Rolland known and designated as being the lot
number Two of the subdivision of the lot num-
ber Nine (9-2) in the 9th range of Abercrombie
Township on the plan and in the book of refer-
ences for the Parish of Ste Adèle containing
100 square acres in superficial area more or less
and English measure with all the buildings
thereon erected and with a permanent right
of way on foot and with vehicle on the lot num-
ber 9-1 in the 9th range of Abercrombie Canton to
communicate from said land to the public road
with all buildings thereon erected and with and
subject to the existing servitudes.

All that part of lot number 9 (pt 9) in the 9th
range of Abercrombie Canton on the plan and
book of references of the Parish of Ste-Adèle
contained between the lots Nos 10-No. 8, No.
9-2 and that part of lot 9 belonging to the Ca-
nadian Pacific Ry.

To be deducted, however, the emplacements
belonging to

1. Omer Filion as per deed registered under
number 41504;
2. Marie-Anne Martin as per deed registered
under number 125555;
3. Lucien Filion as per deed registered under
number 114962;
4. Said Blanche Tremblay as per deeds regis-
tered under numbers 127944-134982 and 129627;
5. Lionel Filion as per deed registered num-
bers 135044-138930;
6. Simonne Bertrand as per deed registered
number 125870;
7. Jean Bertrand as per deed registered num-
ber 125871;
8. René Desroches as per deed registered
number 128883;
9. Joffre St-Germain as per deed registered
number 138929.

And bounded by the said part of lot towards
the north-east partly by another part of said num-
ber 9 measuring 25 feet and being a projected
street and partly by another part of said no. 9
belonging to Jean Bertrand, towards the north-
west partly by another part of said no 9 be-
longing to Canadian Pacific Ry and partly by
another part of said no. 9 belonging to Joffre
St-Germain, towards the south-west partly by
No. 8 and partly by another.

Lot number Two D of the 9th range (No 2 D
of R 9) of Abercrombie Township on the plan
and reference book for the Parish of Ste-Adèle;
to be deducted from said lot that part described
in a sale registered under no. 83.

The lot number Three B of the 9th range
of Abercrombie Township on the plan and in
the book of reference for the Parish of Ste-Adèle;
to be deducted from said lot the part described
in a sale registered under no. 83.

The lot number FOUR A of 9th range of
Abercrombie Township of above mentioned
plan and book of reference; To be deducted
from said lot the part described in a sale regis-
tered under number 86.

The lot number FIVE of 9th range of Aber-
crombie Township of above mentioned plan

livre de renvoi officiels, à distraire du dit lot les parties décrites aux ventes enregistrées sous les numéros 86, 50986, 83046.

Le lot numéro Quatre B du 10^e rang (4 B du 10^e rang) du Canton Abercrombie des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Le lot numéro Cinq B du dixième rang (5B du 10^e Rang) du Canton Abercrombie des susdits plan et livre de renvoi officiels à distraire du dit lot la partie décrite à une vente enregistrée sous le numéro 83046, le tout avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'Église Catholique de St-Joseph de Mont Rolland, MERCREDI le 23 OCTOBRE 1946 à DEUX heures de l'après-midi.

St-Jérôme, Bureau du Shérif, le 17 septembre 1946.

Le Shérif,
15854-38-2-o ALBERT FOURNELLE.
[Première insertion, 21 septembre 1946]

and book of reference; to be deducted from said lot the parts described in the sales registered under numbers 86-50986-83046.

The lot FOUR B of 10th range (4B-of 10th) of Abercrombie Township of aforesaid plan and book of reference.

The lot number FIVE B of tenth range of Abercrombie Township of aforesaid plan and book of reference; to be deducted from said lot the part described in a sale registered under no. 83046 The whole with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Church door of St-Joseph de Mont Rolland WEDNESDAY OCTOBER 23rd 1946 at TWO o'clock in the afternoon.

Dated at St-Jérôme Sheriff's office this September 17 1946.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff.
[First insertion, September 21, 1946]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour supérieure,

Canada,
Province de Québec, { Dans une cause dans la-
District des quelle: DAME SU-
Trois-Rivières, ZANNE CARIGNAN,
N° 7654, domiciliée à St-Georges de
Champlain, veuve de feu Henri Paquette,
en son vivant Journalier, domicilié à
St-Roch de Mékinac, était demanderesse; vs
OLIVIER LAMBERT, commerçant et proprié-
taire de taxis, et ALBERT LAMBERT, chauffeur
de taxis, tous deux domiciliés au même
endroit, étaient défendeurs; le dit Olivier Lam-
bert, défendeur; la dite Dame Suzanne Carignan,
demanderesse.

1° Le tiers indivis d'un emplacement à St-Georges de Champlain, (anciennement St-Théophile du Lac), mesurant un quart d'arpent de largeur sur un arpent de profondeur, étant partie du lot mille trente deux (Ptie 1032) des plan et livre de renvoi faits pour la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, contenu dans les bornes suivantes; en front par le chemin public; en profondeur et d'un côté par les représentants de Louis Plourde et d'autre côté par les représentants de Philorum Normandin; avec maison et bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Le tiers indivis d'un terrain au même lieu, connu et désigné comme étant la subdivision soixante et quinze du lot original mille vingt six (75 de 1026) des plan et livre de renvoi de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, sans bâtisses.

Pour être vendus en bloc comme formant un même immeuble, à la porte de l'église de la paroisse de St-Georges de Champlain, MARDI le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1946, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, le 16 sept 1946. L. P. MERCIER, 15853-38-2-o
[Première insertion, 21 septembre 1946]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, { In a case where in: DAME
Province of Quebec, { SUZANNE CARI-
District of GNAN, domiciled at St-
Trois-Rivières, { Georges de Champlain,
No. 7654, widow of the late Henri
Paquette, in his lifetime a laborer, domiciled at
St-Roch de Mékinac, was plaintiff; vs OLIVIER
LAMBERT, trader and taxi-cab owner, and
ALBERT LAMBERT, taxi-driver, both domici-
ciled at the same place, were defendants; the said
Olivier Lambert, defendant; the said Dame
Suzanne Carignan, plaintiff.

1. The undivided third of an emplacement at St-Georges de Champlain, (formerly St-Théophile du Lac), measuring one quarter of an arpent in width by one arpent in depth, being a part of lot one thousand and thirty two (Pt. 1032) of the official plan and book of reference made for the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, contained within the following boundaries: in front by the public road, in depth and on one side by the representatives of Louis Plourde and on the other side by the representatives of Philorum Normandin—with a house and buildings, circumstances and dependencies.

2. The undivided third of a lot of land at the same place, known and designated as being subdivision seventy-five of original lot one thousand and twenty-six (75 of 1026) on the official plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont Carmel—without buildings.

To be sold "en bloc" as forming one and the same immovable, at the church door of the parish of St-Georges de Champlain, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of OCTOBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's office, 15853-38-2
Trois-Rivières, Sept. 16, 1946. Sheriff.
[First insertion, September 21, 1946]

Département du Travail

Department of Labour

ERRATUM

La version française de l'arrêté en conseil numéro 3579, du 6 septembre 1946, publié dans l'édition du 14 septembre, 1946, de la *Gazette officielle de Québec*, page 2458 est corrigée de la façon suivante:

Le taux de "0.50, pour les blanchisseurs à la chaux de la zone I, doit se lire "0.60".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 septembre 1946. 15858-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que La Chambre de Construction inc. lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal. On demande:

Que le paragraphe "c" suivant soit ajouté à l'article VII relatif aux métiers de couvreur et de travailleur de métal en feuilles:

"c. Pendant la période comprise entre le 1er mai et le 1er octobre, 1947, on peut mettre en vigueur une semaine de quarante-quatre (44) heures réparties en durées journalières de neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi, jeudi et de (8) heures le vendredi de chaque semaine après entente entre les employeurs et leurs salariés, c'est à dire que tout établissement et ses salariés qui ne désirent pas en venir à cette entente peuvent continuer sur la base horaire régulière."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 septembre, 1946. 15855-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association Professionnelle des Marchands de Granby, Inc.,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés du Commerce de Granby, inc.,
pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. Jurisdiction: a) Commerciale: Sont assujettis à la convention, les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée du décret et qui font le

ERRATUM

The French version of Order in Council number 3579, of September 6, 1946, published in the issue of September 14, 1946, of the *Quebec Official Gazette*, page 2458 is corrected as follows:

The rate of "0.50", for whitewashers of zone I, should read "0.60".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 21, 1946. 15858-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Builders' Exchange inc. has submitted to him a request to amend the decree number 3002, of July 31, 1946, relating to the Construction industry and trades in the district of Montreal. It is requested:

That the following subsection "c" be added to section VII, respecting roofing and sheet metal trades:

"c. During the period from May 1st to October 1st, 1946, the work week may be one of forty-four (44) hours distributed into nine (9) hours each on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, with eight (8) hours on Friday in each week by arrangement between the respective employers and their employees. That is to say that any establishment and its employees not desirous of making the foregoing arrangement shall be free to continue on the regular hourly basis."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister shall receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 21, 1946. 15855-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association professionnelle des Marchands de Granby, Inc."

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés du Commerce de Granby, inc."
for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions:

I. Jurisdiction: a) Commercial: Are governed by the agreement, the commercial establishments or private concerns actually existing or which may come into existence during the subsistence

commerce de détail, c'est-à-dire, vendent directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre, ou le commerce de gros et de détail. Est également régie, toute personne ayant un ou des agents ou un bureau dans la limite territoriale du présent article, à l'exclusion toutefois:

des magasins de journaux, de tabac et d'articles de fumeurs, des pharmacies, des salles d'amusement, des établissements ou commerces de fleuristes et de marchands de bois ou de charbon, des garages, des boulangeries, des laiteries et tout commerce régi par un autre décret.

b) *Territoriale*: La présente Convention s'appliquera à la municipalité et canton de Granby.

II. *Définitions*: Aux fins de la présente convention, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur*: Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui tient ou exploite un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, ou en gros et en détail, l'un des commerces mentionnés à l'article I, que ce commerce constitue le commerce principal ou une entreprise secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b) *Employé*: Le mot "employé" désigne toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "a" du présent article; cependant, ce mot ne désigne pas les personnes employées à titre de gérants, non plus que les employés de bureau des établissements régis par cette convention.

c) *Employé régulier*: Le terme "employé régulier" désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé surnuméraire*: Le terme "employé surnuméraire" désigne tout employé qui est embauché, en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente et travaille moins de trente (30) heures par semaine.

e) *Gérant*: Le mot "gérant" désigne toute personne qui, à la place et au nom de son employeur, dirige et exploite de façon permanente l'établissement de celui-ci.

f) *Assistant-gérant*: Le terme "assistant-gérant" désigne toute personne qui aide le gérant dans l'accomplissement de ses fonctions.

g) *Livreur*: Le terme "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur peut aussi être affecté à l'entretien général de l'établissement.

h) *Messenger*: Le mot "messenger" désigne tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger et fait la livraison soit à pieds, soit avec une bicyclette.

i) *Commis*: Le mot "commis" désigne tout employé préposé à la vente, à la perception, à la réception, à l'expédition, à l'étalage, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entreposage des marchandises, au débitage ou à la vente de la viande.

III. *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail dans les établissements suivants est de 50½ heures:

Épicerie, épicerie-boucheries, restaurants-épicerie (partie qui concerne l'épicerie), magasins de fruits et légumes, quincailleries, magasins d'accessoires électriques, magasins de meubles, de peinture, librairies et papeteries.

of the decree and who are engaged in the retail trade, i. e., who sell directly to the public or to those not buying for the purpose of reselling, in the wholesale and retail trade. Is also governed, any person having one or more agents or an office within the territorial limit of the present section, with the exception, however:

of news stands, cigar stores, drugstores, play rooms, florists and wood or coal dealers establishments or trades, garages, bakeries, dairies and any other trade governed by another decree.

b) *Territorial*. The present agreement shall apply to the municipality and the township of Granby.

II. *Definitions*: For the purposes of the present agreement, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) *Employer*: The word "employer" means any person, partnership or corporation who keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns dealing in retail, or both wholesale and retail, in one of the trades mentioned in section I, whether such trade constitutes the main trade or but an accessory to all other trades or occupations.

b) *Employee*: The word "employee" means any person, male or female, working for an employer as defined in subsection "a" of the present section; however, this word does neither apply to persons employed as managers nor to the office employees of the establishments governed by this agreement.

c) *Regular employee*: The term "regular employee" means any employee who works the regular work week of the establishment where he is employed.

d) *Occasional employee*: The term "occasional employee" means any employee hired intermittently, in excess of the regular staff, and who works less than thirty (30) hours per week.

e) *Manager*: The word "manager" means any person who, in the name and place of his employer, manages and operates, in a permanent manner, the latter's establishment.

f) *Assistant-manager*: The term "assistant-manager" means any person who helps the manager in the carrying out of his functions.

g) *Deliverer*: The term "deliverer" means any employee who makes the delivery and transport of goods to any place determined by the employer by means of a horse-drawn or motor vehicle with whose care he is entrusted. The deliverer may also be committed to the general maintenance of the establishment.

h) *Messenger*: The word "messenger" means any employee doing the work known as that of a messenger and does the delivery whether afoot or with a bicycle.

i) *Clerk*: The word "clerk" means any employee committed to the sales, the collection, the receiving and the shipping, the display, the unwrapping or wrapping, the labelling, the storing of goods, the cutting and selling of meat.

III. *Duration of labour*: a) The regular work week, in the following establishments, consists of fifty and a half (50½) hours:

Groceries, grocers-butcher shops, restaurant-groceries (the part which concern grocery), fruit and vegetable stores, hardware stores, electrical appliances, furniture, paint, book and stationery stores.

La durée maximum des heures d'ouverture dans ces établissements sera:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 7.30 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: de 7.30 a.m. à 1.00 p.m.

Le vendredi: de 7.30 a.m. à 10.00 p.m.

b) Pour les magasins de marchandises sèches, à rayons, les merceries, les magasins de nouveautés, de chaussures et les bijouteries, la durée maximum des heures d'ouverture sera:

Les lundi, mardi et jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

c) Pendant la période des fêtes, c'est-à-dire du 20 au 24 décembre inclusivement, et les deux jours précédant le premier de l'An, les heures de travail pourront être prolongées jusqu'à dix heures du soir.

d) A tout employé sera accordé une heure et quinze pour les repas.

e) Cependant, pour l'employé concerné par l'article III "a", il pourra faire le nettoyage de 12.30 p.m. à 1.00 p.m. le mercredi.

Tout employé ayant l'habitude de faire le nettoyage pourra fournir, immédiatement avant ou après ses heures régulières de travail et sans supplément de salaire, une période de trente (30) minutes supplémentaire pour le nettoyage de l'établissement. Toutefois l'employeur ne pourra exiger la totalité de ces trente (30) minutes si le travail de nettoyage peut se terminer avant.

f) L'employé ne pourra travailler avant et après ses heures normales. A moins de stipulations contraires, tout travail exécuté en dehors de l'horaire du présent article sera considéré comme travail supplémentaire.

g) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, un employé d'un salaire supérieur au taux fixé par le présent décret doit recevoir pour son travail supplémentaire, un salaire calculé au taux dudit salaire supérieur plus 50%.

IV. *Jours de fêtes chômés:* Tout employé régulier sera rémunéré pour les jours suivants où les établissements seront fermés, à l'exclusion des dimanches et des jours de fêtes tombant un dimanche.

Le 1er de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, le 24 mai, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Fête de Noël et la Fête du Travail.

Lorsque les fêtes du jour de l'An et de Noël tombent soit un dimanche, un lundi, un mardi ou un mercredi, le lendemain de ces fêtes sera jour chômé et payé.

Lorsqu'un jour de fête chômée tombe un lundi, un mardi, un jeudi, un vendredi ou un samedi, le mercredi ne sera pas chômé.

V. *Vacances payées.* Tout employé régulier qui a terminé une année de travail dans le même établissement, ou pour le même employeur, aura droit à une semaine de vacances avec salaire régulier payable d'avance. Il a droit à deux semaines de vacances avec salaire après trois (3) ans de service.

La ou les semaines de vacances prévues sont de six jours consécutifs, le dimanche non compris, et doivent être fixées d'après entente entre l'employeur et l'employé.

La première semaine de vacances devra être prise entre le 1er juin et le 30 septembre.

VI. *Taux de salaires minima:* A moins de stipulation expresse à ce contraire, les salaires

The maximum duration of business hours, in these establishments, shall be:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 7.30 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 7.30 a.m. to 1.00 p.m.

Friday: 7.30 a.m. to 10.00 p.m.

b) In the case of dry goods, department, haberdashery, novelty shoe and jewellery stores, the maximum duration of business hours shall be

Monday, Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

c) During the holidays period, that is from December 20 to 24 inclusive, and on the two days preceding New Year's Day, it is permitted to work till 10.00 p.m.

d) Every employee shall be entitled to one hour and one quarter ($1\frac{1}{4}$) off for meals.

e) However, as for the employee subject to section III-a, he may do the cleaning from 12.30 p.m. to 1.00 on Wednesday.

Every employee habitually committed to the cleaning may work, just before or after his regular hours of work and without extra pay, an additional period of thirty (30) minutes for the cleaning of the establishment. However, the employer shall not require all of those thirty (30) minutes when the cleaning work can be done in a shorter period.

f) The employees shall not work before and after their regular hours. Unless stipulated otherwise, any work performed outside the hours determined in the present section shall be considered as overtime work.

g) Overtime work shall be paid at the rate of time and one half. However, an employee receiving wages higher than those fixed by the decree shall be paid for overtime work time an one half based on the said higher wages.

IV. *Days kept as holidays:* Every regular employee shall be paid for the following days on which the establishments are closed, with the exception of Sundays and holidays falling on Sunday.

New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, May 24, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Labour Day.

When New Year's and Christmas Day fall either on a Sunday, a Monday, a Tuesday or a Wednesday, the day after such holidays shall be a day off with pay.

When a holiday falls on a Monday, a Tuesday, a Thursday, a Friday or a Saturday, the Wednesday of that week shall be a work day.

V. *Vacation with pay:* Every regular employee who has terminated one year of work in the same establishment, or for the same employer, shall be entitled to one week of vacation with regular wages payable in advance. He is entitled to two weeks of vacation with pay after three (3) years of service.

The week or weeks of vacation stipulated above shall consist of six consecutive days, Sunday excluded, and shall be fixed as to the date after agreement between the employer and the employee.

The first week of vacation shall be taken between June 1st and September 30.

VI. *Minimum wage rates:* Unless otherwise stipulated, the wages shall be paid on a weekly

seront payés sur une base hebdomadaire et ne devront pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés.

VII. *Dispositions diverses:* a) Tout travail doit être rémunéré en espèces et au plus tard le vendredi.

b) Le salaire doit être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée. Les détails suivants doivent apparaître sur ou dans l'enveloppe: le nom de l'employé, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le salaire brut payé, les déductions faites, le montant contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialement par la personne qui fait la paye.

c) Tout employeur est tenu de donner à un employé qui quitte son emploi et qui en fait la demande une lettre attestant la nature et la durée de travail de tel employé.

d) Il est expressément stipulé que les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente convention, seront supérieurs à ceux déterminés par ladite convention, ne pourront être diminués de quelque manière que ce soit.

e) Tout employeur, s'il embauche un nouvel employé, doit reconnaître l'expérience acquise par cet employé dans un autre établissement faisant le même genre de commerce, pourvu que cet employé puisse établir la nature et la durée de sa fonction. Tout différend à ce sujet sera soumis au comité paritaire dont la décision sera finale.

f) Tout employeur doit reconnaître les années d'expérience de ses employés et ajuster leur salaire, lors de la mise en vigueur de la présente convention, s'il est inférieur aux minima établis d'après l'expérience déjà acquise à son service. Toute mésentente entre l'employeur et l'employé devra être soumise au comité paritaire.

g) L'employé exécutant plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet de la présente convention recevra le salaire pour la charge la mieux rémunérée s'il est établi qu'il y consacre plus de 50% de son temps.

h) Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui de la présente convention, de stipuler que le supplément pourra servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire.

i) Pour toute fonction non mentionnée ou toute fonction nouvelle, le comité paritaire, après enquête, en fixera le salaire.

<i>Salaires:</i>	<i>par semaine</i>
Commis masculin de moins de 16 ans.	\$ 9.00
Commis masculin:	
1er six mois.	12.00
2ième six mois.	14.00
2ième année.	18.00
3ième année.	20.00
4ième année.	22.00
5ième année.	25.00
6ième année.	28.00
Commis féminin:	
1er six mois.	12.00
2ième six mois.	13.00
2ième année.	14.00
3ième année.	16.00
4ième année.	18.00
5ième année.	20.00
Commis surnuméraire:	
	<i>de l'heure</i>
Femme.	0.30
Homme.	0.35
	<i>par semaine</i>
Aide-livreur et messenger.	9.00
Livreur.	15.00

basis and shall not be lower than those hereafter mentioned.

VII. *Various provisions:* a) Labour shall be paid for in cash and on Friday at the latest.

b) The wages shall be remitted to every employee in a sealed envelope. The following details shall be mentioned on or in the envelope: the name of the employee, the date of the work week, the number of hours worked, the gross wages paid, the deductions made, the amount contained in the envelope which shall be initialed by the pay clerk.

c) Every employer shall give to any employee who leaves his service, and who makes a request to that effect, a letter stating the nature and duration of the occupation of such employee.

d) It is expressly stipulated that wages higher, at the time of the coming into force of the present agreement, than those hereby determined shall not be reduced in what manner soever.

e) Every employer, when hiring a new employee, shall recognize the experience of such employee in another establishment engaged in the same trade provided such employee can establish the nature and duration of his functions. Any dispute on this subject shall be submitted to the Parity Committee whose decision will be final.

f) Every employer shall recognize the years of experience of his employees and make the necessary wage adjustments at the time of the coming into force of the present agreement if such wages be lower than the minimums established for the experience already acquired in his employ. Any misunderstanding between the employer and the employee shall be submitted to the Parity Committee.

g) The employee performing more than one function or occupation governed by the present agreement shall receive the wages for the highest-paid occupation if it is established that he spends more than 50% of his time in that occupation.

h) It is prohibited, when agreeing upon a wage rate higher than that of the present agreement, to stipulate that the excess may be used to acquit an amount due by the employer for overtime work.

i) For any function not mentioned or any new function, the Parity Committee will determine its rate of pay after investigation.

<i>Wages:</i>	<i>per week</i>
Male clerk under 16	\$ 9.00
Male clerk:	
1st six months	12.00
and six months	14.00
2nd year	18.00
3rd year	20.00
4th year	22.00
5th year	25.00
6th year	28.00
Female clerk:	
1st six months	12.00
2nd six months	13.00
2nd year	14.00
3rd year	16.00
4th year	18.00
5th year	20.00
Occasional clerk:	
Female	<i>per hour</i> \$ 0.30
Male	0.35
	<i>per week</i>
Deliverer's helper and messenger	\$ 9.00
Deliverer	15.00

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

VIII. *Mise à exécution de la convention:* Un comité paritaire formé conformément à la Loi sera chargé de surveiller l'application du décret.

IX. *Durée de la convention:* La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période d'un an à compter de cette date. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties aux présentes ne donne à l'autre partie un avis contraire par écrit dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 septembre 1946. 15856-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375, du 11 septembre 1937, lui a présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1. En radiant le dernier alinéa de l'article I, lequel se lit comme suit: "Si toutefois, l'application des prescriptions de la présente convention est nuisible à certaines industries connexes, etc."

2. En radiant la dernière phrase du paragraphe 3 de l'article V, laquelle se lit comme suit: "Ce travail supplémentaire devra être payé aux taux réguliers" et en la remplaçant par la suivante:

"Ce travail supplémentaire devra être payé au taux de salaire et demi."

3. En remplaçant le paragraphe 4 de l'article V par le suivant:

"4. Durant les mois de juillet à octobre inclusivement, le travail supplémentaire sera permis dans les limites de 4 heures par semaine régulière de travail, à savoir: une (1) heure par jour les quatre (4) premiers jours seulement d'une semaine régulière de travail, le tout, cependant, durant une période de trois (3) mois seulement devant être mentionnée par l'employeur comme étant sa saison active.

En aucun cas, le travail supplémentaire ne pourra être exécuté les vendredis et samedis."

4. En ajoutant le paragraphe 9 suivant à l'article V:

"9. Tout travail exécuté après 5.00 p.m. sera considéré comme travail supplémentaire et ce travail supplémentaire sera rémunéré à raison de salaire et demi. Toutefois, durant la période comprise entre le 1er juillet et le 31 octobre 1946, les tailleurs en fourrure et leurs aides seront

The bicycle and its accessories shall be supplied by the employer who shall also pay for the repairs.

VIII. *Administration of the agreement:* A Parity Committee formed in accordance with the Act shall be entrusted with the administration of the decree.

IX. *Duration of the Agreement:* The present agreement will come into force the day of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving it and will remain effective for a period of one year from that date. It will then renew itself automatically from year to year unless either of the parties hereto notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to submit against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 21, 1946. 15856-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 2375, of September 11, 1937, have submitted to him a request to amend the said decree in the following manner:

1. By striking from Section I the last paragraph thereof, which reads as follows: "If however, the enforcement of the provisions of the present agreement is prejudicial to certain connected industries, etc."

2. By striking from Section V, Sub-section 3, the last sentence thereof, now reading as follows: "Such overtime shall be charged at regular rates", and substituting therefor the following sentence,

"Such overtime shall be paid at rates of time and one-half."

3. By substituting for Section V, Sub-section 4, the following:

"4. During the months of July to October, inclusive, overtime may be worked, but shall not exceed four (4) hours in any one week, to wit, one (1) hour in any one day on the first four days of the working week only, the whole, however during a period of three months, which shall be declared by the employer to be his busy season.

In no event shall any overtime work be done on Friday or Saturday."

4. By adding Sub-section 9 to Section V, as follows:

"9. All work after 5 p.m. shall be overtime and such overtime shall be paid for at the rate of time and one half. However, during the period between July 1st and October 31, 1946, only, fur tailors and assistant fur tailors shall be paid for overtime work between the hours

rémunérés pour le travail supplémentaire exécuté entre 5.00 p.m. et 6.00 p.m. seulement aux taux réguliers de salaire."

5. En radiant l'article VI et en le remplaçant par le suivant:

"VI. Aucune des dispositions de la présente convention ne doit être interprétée de façon à empêcher un salarié de recevoir un salaire, soit à la semaine, à l'heure ou à pièce, plus élevé que ceux établis dans le présent décret.

1) AUGMENTATION DE SALAIRE DES TRAVAILLEURS A LA SEMAINE

Les coupeurs compétents devront recevoir une augmentation de dix pour cent (10%) sur leurs taux actuels de salaire.

Les aides-coupeurs et les coupeurs de fournitures devront recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur leurs taux actuels de salaire.

Les presseurs de dessus, les presseurs à la machine, les sous-presseurs et les presseurs de pièces travaillant sur une base hebdomadaire ou horaire devront recevoir une augmentation de dix pour cent (10%) sur leurs taux actuels de salaire. Les tailleurs en fourrure et leurs aides recevant actuellement \$40.00 à \$60.00 par semaine devront recevoir une augmentation uniforme de \$5.00 par semaine sur leurs taux actuels de salaire.

Les tailleurs en fourrure et leurs aides recevant actuellement \$39.99 et moins par semaine devront recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur leurs taux actuels de salaire.

Les poseurs de boutons, les ouvriers généraux et les préposés aux machines spéciales devront recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur leurs taux actuels de salaire.

TAUX SAISONNIERS POUR LES TAILLEURS EN FOURRURE ET LEURS AIDES

Dans le cas des tailleurs en fourrure et de leurs aides, lorsque l'employeur a mis en vigueur un double système de rémunération pour les saisons d'automne et de printemps, les taux d'automne seront en vigueur pour la période de six mois comprise entre le 1er mai et le 31 octobre, et les taux du printemps seront en vigueur pour la période comprise entre le 1er novembre et le 30 avril.

Les dates ci-haut mentionnées déterminent les taux de salaires et non le travail exécuté.

2) AUGMENTATIONS DE SALAIRE DES TRAVAILLEURS A LA PIÈCE

Nonobstant les taux horaires minima déterminés dans la présente convention, tous les taux à la pièce seront augmentés en regard de ceux payés le 1er juillet 1946, en vue de donner une augmentation réelle aux travailleurs à la pièce de la façon suivante:

AUGMENTATION DES OUVRIERS (OPERATORS)

Les ouvriers (operators) devront recevoir une augmentation de sept et demi pour cent (7½%) sur les taux à la pièce payée le 1er juillet 1946.

AUGMENTATION DES FINISSEURS

Les finisseurs devront recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payée le 1er juillet 1946.

of 5 p.m. and 6 p.m. only, at regular rates of pay."

5. By deleting Section VI and replacing same with the following:

"VI. Nothing herein provided shall operate to prevent any employee from receiving and being paid a wage or salaries, whether on a week work, hourly, or piece work basis, higher than those provided for in the present decree.

1) INCREASE FOR WEEK WORKERS

Skilled cutters shall receive an increase of ten per cent (10%) over their present rates of pay.

Assistant cutters and trimmers shall receive an increase of twelve and one half per cent (12½%) over their present rates of pay.

Top Pressers, Machine Pressers, Under Pressers and Piece-Pressers who work on a weekly or hourly basis shall receive an increase of ten per cent (10%) over their present rates of pay. Fur tailors and assistant fur tailors presently receiving \$40.00 to \$60.00 per week shall receive a flat increase of \$5.00 per week over their present rates of pay.

Fur tailors and assistant fur tailors presently receiving \$39.99 and less, per week, shall receive an increase of twelve and one half per cent (12½%) over their present rates of pay.

Button sewers, general hands and special machine operators shall receive an increase of twelve and one half per cent (12½%) over their present rates of pay.

SEASONAL RATES FOR FUR TAILORS AND ASSISTANTS

In the case of fur tailors and assistant fur tailors, where the employer has been operating under a dual system of rates of pay with respect to the Fall and Spring season, the Fall rates of pay shall prevail during the six months period beginning May First and ending October 31st, and the Spring rates of pay shall prevail during the period beginning November First and ending April 30th.

The above dates shall determine the wage rates and not the work done.

2) INCREASES FOR PIECE WORKERS

Notwithstanding the minimum rates per hour set forth in the present agreement, all piece work rates shall be increased over and above those paid on July 1st, 1946, to yield an actual increase in wages to piece workers in the following manner:

INCREASES FOR OPERATORS

Operators shall be paid an increase of seven and one half (7½%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

INCREASES FOR FINISHERS

Finishers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

AUGMENTATION DES FAISEURS DE DOUBLURES

Les faiseurs de doublures devront recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

AUGMENTATION DES PRESSEURS

Les presseurs de dessus, les presseurs à la machine, les sous-presseurs et les presseurs de pièces devront recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

AUGMENTATION DES FINISSEURS DE JUPES

Les finisseurs de jupes devront recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

AUGMENTATION DES TAILLEURS EN FOURRURE ET LEURS AIDES

Les tailleurs en fourrure et leurs aides qui travaillent sur une base de travail à la pièce devront recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

Toutes les augmentations seront rétroactives au 1er juillet 1946.

6. En radiant l'article VII et en le remplaçant par le suivant:

"VII. a) *Taux minima pour travail à la semaine:* L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne devront pas travailler sur une base de travail à la pièce.

	<i>l'heure</i>
Coupeurs très compétents	\$1.00
Coupeurs moins compétents	0.76
Coupeurs de fournitures	0.77
Tailleurs en fourrure	0.83

b) *Taux minima pour travail à la pièce:* Les travailleurs dans les métiers énumérés ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre, l'échelle de salaires suivante s'applique:

	<i>l'heure</i>
Ouvrier (operator)	\$1.00
Ouvrière	0.82
Ouvrier ou ouvrière de section	1.00
Presseur de dessus	1.00
Presseur à la machine	1.60
Sous-presseur	0.95
Presseur de pièces	0.76
Ouvrier (operator) à demi qualifié	0.76
Ouvrière à demi qualifiée	0.71
Finisseur de jupes	0.62
Faiseur de doublures	0.62
Finisseur	0.62
Faufleur à la machine	0.62
Faufleur à la main	0.62
Préposé aux machines spéciales	0.62
Aide-tailleur en fourrure	0.62
Poseur de boutons	0.44
Ouvrier général	0.44
Examineur	0.44

Les taux à la pièce doivent être fixés de telle façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent les taux désignés pour ces métiers. Les taux à la pièce seront les mêmes pour les salariés du sexe masculin et ceux du sexe féminin."

7. En radiant l'article IX et en le remplaçant par le suivant:

INCREASES FOR LINING MAKERS

Lining Makers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

INCREASES FOR PRESSERS

Top Pressers, Machine Pressers, Under Pressers and Piece Pressers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

INCREASES FOR SKIRTMAKERS

Skirtmakers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

INCREASES FOR FUR TAILORS AND ASSISTANT FUR TAILORS

Fur Tailors and Assistant Fur Tailors who work on a piece work basis shall be paid an increase of twelve and one half per cent (12½%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

All increases shall be retroactive to July 1st, 1946."

6. By deleting Section VII and replacing same with the following:

"VII. a) *Minimums for week work:* The following minimum scale of wages shall apply to employees hereinafter enumerated, and such employees shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece work basis.

	<i>Per hour</i>
Full skilled cutter	\$1.00
Semi-skilled cutter	.76
Trimmer	.77
Fur tailor	.83

b) *Minimums for piece work.* Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week work basis but, in either event, the following scale of wages shall apply:

	<i>Per hour</i>
Skilled operator (male)	\$1.00
Skilled operator (female)	.82
Section operator (male or female)	1.00
Top presser	1.00
Machine presser	1.60
Under presser	.95
Piece presser	.76
Semi-skilled operator (male)	.76
Semi-skilled operator (female)	.71
Skirt maker	.62
Lining maker	.62
Finisher	.62
Machine baster	.62
Hand baster	.62
Special machine operator	.62
Assistant fur tailor	.62
Button sewer	.44
General hand	.44
Examiner	.44

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for male and female employees."

7. By deleting Section IX and substituting the following:

"IX. Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser cinq pour cent (5%) de celui des ouvriers employés dans tout établissement.

"IX. Apprentices are limited to five per cent (5%) in number of the workers employed in the respective establishments.

a) APPRENTIS-OUVRIERS (OPERATORS), PRESSEURS ET TAILLEURS EN FOURRURE

a) APPRENTICE OPERATORS, PRESSES AND FUR TAILORS

Les apprentis-ouvriers (operators), presseurs et tailleurs en fourrure sont des commençants et seroat rémunérés conformément à l'échelle suivante:

An apprentice operator, presser and fur tailor, is a beginner, and shall work under the following schedule:

	par semaine
Commencent à	\$12.00
A l'expiration de six mois	15.00
A l'expiration de douze mois	18.00
A l'expiration de dix-huit mois	21.00
A l'expiration de vingt-quatre mois	24.00
A l'expiration de trente mois	27.00
A l'expiration de trente-six mois	30.00
A l'expiration de trente-six mois, pour les apprenties-ouvrières (operators) seulement	27.00

	Per week
Beginning at	\$12.00
At the end of six months	15.00
At the end of twelve months	18.00
At the end of eighteen months	21.00
At the end of twenty-four months	24.00
At the end of thirty months	27.00
At the end of thirty-six months	30.00
At the end of thirty-six months applicable to female apprentices operators only	27.00

b) APPRENTIS-FINISSEURS DE JUPES, FAISEURS DE DOUBLURES, FINISSEURS, FAUFILEURS A LA MACHINE, FAUFILEURS A LA MAIN ET PRÉPOSÉS AUX MACHINES SPÉCIALES

b) APPRENTICE SKIRT MAKERS, LINING MAKERS, FINISHERS, MACHINE BASTERS, HAND BASTERS AND SPECIAL MACHINE OPERATORS

Les apprentis-finisseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et préposés aux machines spéciales seront rémunérés conformément à l'échelle suivante:

Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters and special machine operators shall work under the following schedule:

	par semaine
Commencent à	\$12.00
A l'expiration de six mois	15.00
A l'expiration de douze mois	18.00
A l'expiration de dix-huit mois	21.00
A l'expiration de vingt-quatre mois	24.80

	Per week
Beginning at	\$12.00
At the end of six months	15.00
At the end of twelve months	18.00
At the end of eighteen months	21.00
At the end of twenty-four months	24.80

c) APPRENTIS COUPEURS ET COUPEURS DE FOURNITURES.

c) APPRENTICE CUTTERS AND TRIMMERS

Un apprenti coupeur et coupeur de fournitures est un commençant et il devra travailler jusqu'à sa qualification comme coupeur entièrement qualifié selon l'échelle suivante:

An apprentice cutter and trimmer is a beginner and shall work until graduation into the craft of a full skilled cutter under the following schedule:

	par semaine
Commencent à	\$12.00
A l'expiration de six mois	15.00
A l'expiration de douze mois	18.00
A l'expiration de dix-huit mois	21.00
A l'expiration de vingt-quatre mois	24.00
A l'expiration de trente mois	27.00
A l'expiration de trente-six mois	30.00
A l'expiration de quarante-deux mois	35.00
A l'expiration de quarante-huit mois	40.00

	Per week
Beginning at	\$12.00
At the end of six months	15.00
At the end of twelve months	18.00
At the end of eighteen months	21.00
At the end of twenty-four months	24.00
At the end of thirty months	27.00
At the end of thirty-six months	30.00
At the end of forty-two months	35.00
At the end of forty-eight months	40.00

Le Bureau des Examineurs gardera sous observation chaque coupeur et coupeur de fournitures à demi qualifié pour une période minimum de quatre années et décidera s'il doit être classifié comme coupeur tout à fait compétent.

The "Board of Examiners" shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for a period of at least four years and shall determine his ability to become a full skilled cutter.

Lorsque le Bureau des Examineurs juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur tout à fait compétent conformément aux définitions de métiers du présent décret, tel candidat sera promu au métier de coupeur entièrement compétent et rémunéré à raison de \$40.00 par semaine ou de \$1.00 l'heure, tel que prévu dans ce décret.

If the "Board of Examiners" finds the applicant qualified under the definition of full-skilled cutter as contained in the definitions of crafts herein, such applicant shall be promoted to the craft of full-skilled cutter and be paid the minimum scale of \$40.00 per week or \$1.00 per hour as provided for in the decree.

Le Bureau des Examineurs peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir un coupeur entièrement compétent, est suffisamment qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire s'il reçoit moins que \$40.00 par semaine, et ledit bureau déterminera tel taux en conséquence.

The "Board of Examiners" may also determine that the applicant although not fully qualified to become a full-skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain an increase over his present rates of pay if receiving less than \$40.00 per week, and shall determine such rates accordingly.

En tout temps après cette période le candidat peut demander au Bureau des Examineurs d'être promu à la classe de coupeur entièrement

At any future time the applicant may apply to the "Board of Examiners" for graduation into the class of full-skilled cutter, and the

compétent, et le Bureau des Examineurs devra prendre telle requête en considération conformément aux dispositions ci-haut.

d) APPRENTIS POSEURS DE BOUTONS, OUVRIERS GÉNÉRAUX ET EXAMINEURS

Les apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs termineront leur apprentissage à l'expiration de dix-huit (18) mois et seront rémunérés d'après l'échelle suivante, calculée et fixée conformément aux dispositions du présent décret, à savoir:

	par semaine
Commencent à	\$12.00
A l'expiration de six mois	14.00
A l'expiration de douze mois	16.00
A l'expiration de dix-huit mois	17.60

L'apprentissage des métiers d'aide-opérateur, faiseur de doublures, finisseur de jupes, faufileur à la machine et opérateur de machine spéciale, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas de l'opérateur, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers d'aide-tailleur, finisseur, faufileur à la main, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas du tailleur de fourrure, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers de presseur de dessus, sous-presseur et presseur à la machine doit être terminé à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers de coupeur très compétent, coupeur moins compétent et coupeur de fournitures doit être terminé à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier auquel il travaille."

8. En radiant l'article XV et en le remplaçant par le suivant:

"XV. *Fêtes chômées et payées*: Les salariés qui ont travaillé dans l'industrie pendant une année auront le droit de chômer les trois (3) fêtes légales suivantes, tout en recevant leur salaire:

1. Le Jour de Noël
2. Le Jour de l'An
3. La Fête du Travail

Tous les établissements doivent rester fermés, ces jours de fêtes. Tout salarié, pour avoir droit à ces fêtes, doit avoir été à l'emploi de son employeur pendant une période minimum de trois (3) mois.

Tout salarié peut s'abstenir de travailler tout autre jour de fête."

9. En ajoutant la clause suivante:

"Board of Examiners" shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

d) APPRENTICE BUTTON-SEWERS, GENERAL HANDS AND EXAMINERS

Apprentice button-sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship respectively at the end of eighteen (18) months and shall work under the following schedule, also computed and fixed in conformity with the provisions of the present decree, namely:

	Per week
Beginning at	\$12.00
At the end of six months	14.00
At the end of twelve months	16.00
At the end of eighteen months	17.60

All apprenticeship in the crafts of assistant operator, lining maker, skirt maker, machine baster and special machine operator must be completed at the end of the second year and, in the case of operator, at the end of the third year and irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeships in the crafts of assistant tailor, finisher, hand baster, shall be completed at the end of the second year, and in the case of a fur tailor at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeships in the crafts of top-pressers, under-pressers, and machine pressers, shall be completed at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned craft consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeships in the crafts of full skilled cutter, semi-skilled cutter and trimmer, must be completed at the end of the fourth year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work."

8. By deleting Section XV and substituting therefor the following:

"XV. *Legal holidays with pay*: Employees who have worked in the industry for one year shall be granted three (3) legal Holidays with pay, to wit:

1. Christmas Day.
2. New Year's Day.
3. Labour Day.

All shops must remain closed on these holidays. An employee in order to be entitled to any of the above Holidays, must have been in the employ of his employer for a period not less than three (3) months.

An individual employee may abstain from work on any other holiday."

9. By adding the following provision:

"XVI. *Horloge enregistreuse*: Tout employeur doit installer et entretenir une horloge enregistreuse en bon état dans son établissement; tous les salariés seront requis d'y poinçonner leurs heures de travail."

10. En radiant l'alinéa 5 de l'article XVIII et en le remplaçant par le suivant:

"5. Salaires gagnés, augmentations en vigueur à compter du 1er juillet 1946, indiquées séparément."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 septembre 1946.

15857-0

"XVI. *Punch clock*: Every employer shall install and maintain a punch clock in good order in his factory on which all employees shall punch their working hours."

10. By deleting paragraph 5 of Section XVIII and substituting therefor the following:

"5. Wages earned, indicating separately the increases effective as at July 1st, 1946."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 21, 1946.

15857-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Gohier vs Billard	2534
Hamelin vs Roby.	2534
Hébert vs Weir.	2534

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2497

AVIS DIVERS:

Cernay Realities Ltd (Distribution de l'actif)	2530
Club St. Joseph Club (Directeurs)	2529
Club St. Joseph Club (Règlements)	2528
Diamond Taxicab Association Limited (Directeurs)	2529
Dolbeau, ville de (Rachat d'obligations)	2534
Honey Bee Limited (Directeurs)	2532
Laberge, Arthur (Président d'élection)	2531
L'Abord-à-Plouffe, village de (Obtention de lettres patentes)	2528
La Fédération de l'U.C.C. de Sherbrooke (Formation)	2529
La Fédération de l'U.C.C. du Diocèse de Montréal (Formation)	2529
La Fédération Nationale de la Métallurgie (Formation)	2533
Les Taxis 400 de Rimouski, Incorporé (Fondation)	2531
Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac Mégantic (Formation)	2532
Le Syndicat de l'U.C.C. de Moffet (Formation)	2534
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis, Kamouraska (Formation)	2530
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Dominique-du-Rosaire (Formation)	2532
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Magloire (Formation)	2533
Le Syndicat de l'U.C.C. de Stoke Centre (Formation)	2530
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Rosaire (Formation)	2531
Le Syndicat de l'U.C.C. de Trinité-des-Monts (Formation)	2531
Le Syndicat de l'U.C.C. de Val St-Gilles (Formation)	2533
St-Denis de la Rivière Chambly, paroisse de (Rachat d'obligations)	2532

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gohier vs Billard	2534
Hamelin vs Roby.	2534
Hébert vs Weir.	2534

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2497

MISCELLANEOUS NOTICES:

Cernay Realities Ltd. (Distribution of the assets)	2530
Club St. Joseph Club (Directors)	2529
Club St. Joseph Club (By-laws)	2528
Diamond Taxicab Association Limited (Directors)	2529
Dolbeau, town of (Redemption of bonds)	2534
Honey Bee Limited (Directors)	2532
Laberge, Arthur (Returning-Officer)	2531
L'Abord-à-Plouffe, village of (Application for letters patent)	2528
La Fédération de l'U.C.C. de Sherbrooke (Formation)	2529
La Fédération de l'U.C.C. du Diocèse de Montréal (Formation)	2529
La Fédération Nationale de la Métallurgie (Formation)	2533
Les Taxis 400 de Rimouski, Incorporated (Foundation)	2531
Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac Mégantic (Formation)	2532
Le Syndicat de l'U.C.C. de Moffet (Formation)	2534
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Denis, Kamouraska (Formation)	2530
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Dominique-du-Rosaire (Formation)	2532
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Magloire (Formation)	2533
Le Syndicat de l'U.C.C. de Stoke Centre (Formation)	2530
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Rosaire (Formation)	2531
Le Syndicat de l'U.C.C. de Trinité-des-Monts (Formation)	2531
Le Syndicat de l'U.C.C. de Val St-Gilles (Formation)	2533
St-Denis de la Rivière Chambly, parish of (Redemption of bonds)	2532

Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette (Formation).....	2530
Syndicat National des Employés du Vêtement de Farnham (Formation)...	2530
W. N. M. Security Company (Distribution of the assets).....	2533

CHARTES — ABANDON DE:

Hunter Construction Company Limited	2535
La Banlieue-Jardin "Churchill-Roosevelt" Incorporée.....	2535
L'Aqueduc de Charny, Ltée.....	2536
M. L. Miller Limited.....	2535
Montreal Rugby Football Club.....	2535
Rudner's Limited.....	2536

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Duparquet, munic. scolaire du canton de.....	2536
Mansfield, munic. scolaire protestante de.....	2537
Notre-Dame-de-Portneuf, munic. scolaire de la paroisse de (Erratum).....	2536
St-Thomas, munic. scolaire de.....	2537

TERRES ET FORÊTS:

Cap-de-la-Magdeleine, paroisse de.....	2537
L'Ancienne Lorette, paroisse de.....	2538
Pointe-Claire, paroisse de.....	2537
St-Roch-Nord, paroisse de.....	2537

TRAVAIL:

Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec (Modification).....	2553
Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Erratum).....	2549
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification).....	2549
L'Association professionnelle des marchands de Granby, Inc. (Requête)...	2549

LETTRES PATENTES:

Airov Textiles Ltd.....	2498
Ano Limitée — Ano Limited.....	2499
Associated Suppliers Woodenware Ltd.....	2499
Autobus Régional Transport Inc.....	2499
Ballin Mfg. Co. Inc.....	2500
Baribeau-Hymans Inc.....	2500
Beauce Knitting Co. Ltd.....	2501
Bert Light, Inc.....	2501
Clark-Venis Lumber Co. Ltd.....	2502
Dorval Wood & Steel Works Co. Ltd.....	2502
Frenchshire Blouses Ltd.....	2502
Garage Joyal Limitée.....	2503
General Manufacturing Company, Limited.....	2503
Gilnor Amusement Incorporated.....	2504
Green Gables Inc.....	2504
Grenier, Ruel & Cie Inc.—Grenier, Ruel & Co. Inc.....	2504
Hiltoy Company Inc.....	2505
Hôtel Bellevue Inc.....	2505
Immeubles Cantin Inc.....	2506
J. A. Bélanger, Limitée.....	2506
La Compagnie d'Équipement de Cuisine Labelle Ltée — Labelle Kitchen Equipment Co. Ltd.....	2507

Syndicat Catholique et National des Employés Municipaux de la Cité de Joliette (Formation).....	2530
Syndicat National des Employés du Vêtement de Farnham (Formation)...	530
W. N. M. Security Company (Distribution of the assets).....	2533

CHARTERS — SURRENDER OF:

Hunter Construction Company Limited	2535
The "Churchill-Roosevelt" Garden Suburbs Incorporated.....	2535
L'Aqueduc de Charny, Ltée.....	2536
M. L. Miller Limited.....	2535
Montreal Rugby Football Club.....	2535
Rudner's Limited.....	2536

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Duparquet, school munic. of the township of.....	2536
Mansfield, protestant school munic. of.....	2537
Notre-Dame-de-Portneuf, school munic. of the parish of (Erratum).....	2536
St-Thomas, school munic. of.....	2537

LANDS AND FORESTS:

Cap-de-la-Magdeleine, parish of.....	2537
L'Ancienne Lorette, parish of.....	2538
Pointe-Claire, parish of.....	2537
St-Roch-Nord, parish of.....	2537

LABOUR:

Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec (Amendment)...	2553
Construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville (Erratum).....	2549
Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)	2549
L'Association professionnelle des marchands de Granby, Inc. (Request)...	2549

LETTERS PATENT:

Airov Textiles Ltd.....	2498
Ano Limited — Ano Limitée.....	2499
Associated Suppliers Woodenware Ltd.....	2499
Autobus Régional Transport Inc.....	2499
Ballin Mfg. Co. Inc.....	2500
Baribeau-Hymans Inc.....	2500
Beauce Knitting Co. Ltd.....	2501
Bert Light, Inc.....	2501
Clark-Venis Lumber Co. Ltd.....	2502
Dorval Wood & Steel Works Co. Ltd.....	2502
Frenchshire Blouses Ltd.....	2502
Garage Joyal Limitée.....	2503
General Manufacturing Company, Limited.....	2503
Gilnor Amusement Incorporated.....	2504
Green Gables Inc.....	2504
Grenier, Ruel & Co. Inc.—Grenier, Ruel & Cie Inc.....	2504
Hiltoy Company Inc.....	2505
Hôtel Bellevue Inc.....	2505
Immeubles Cantin Inc.....	2506
J. A. Bélanger Limitée.....	2506
Labelle Kitchen Equipment Co. Ltd — La Compagnie d'Équipement de Cuisine Labelle Ltée.....	2507

La Compagnie de Tourbe de Québec, Limitée.	2507	La Compagnie de Tourbe de Québec, Limitée.	2507
Larochelle & Fils Incorporé.	2508	Larochelle & Fils Incorporé.	2508
L'Association des familles Bédard.	2508	L'Association des familles Bédard.	2508
Le Métier Enchanté Inc.—The Enchanted Loom Inc.	2509	The Enchanted Loom Inc.—Le Métier Enchanté Inc.	2509
Les Publications Gaspésiennes Inc.	2509	Les Publications Gaspésiennes Inc.	2509
L'Immobilier d'Oka Inc.	2510	L'Immobilier d'Oka Inc.	2510
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varrennes "Inc."	2510	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Varrennes "Inc."	2510
Louis Parent Limitée.	2511	Louis Parent Limitée.	2511
Malco Company Ltd.	2511	Malco Company Ltd.	2511
Mayfair Lumber Co. Ltd.	2512	Mayfair Lumber Co. Ltd.	2512
Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd.	2512	Meunerie Cartierville Milling Co. Ltd.	2512
Montréal Rugby Football Club, Inc.	2512	Montréal Rugby Football Club, Inc.	2512
Musée Historique Inc.	2513	Musée Historique Inc.	2513
Navarre Incorporée	2514	Navarre Incorporée	2514
Northland Construction Company Limited.	2514	Northland Construction Company Limited.	2514
Nouveautés et Spécialités Modernes Limitée—Modern Novelties and Specialties Limited.	2515	Modern Novelties and Specialties Limited—Nouveautés et Spécialités Modernes Limitée	2515
Nova Realities Inc.	2515	Nova Realities Inc.	2515
Paul's Drive Yourself Company Limited.	2516	Paul's Drive Yourself Company Limited.	2516
Peerless Fruit Company	2516	Peerless Fruit Company	2516
Plastahide Film Products Inc.	2516	Plastahide Film Products Inc.	2516
Rachel Investors Limited.	2517	Rachel Investors Limited.	2517
Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd.	2517	Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd.	2517
Rimouski Motor Sales, Limited.	2518	Rimouski Motor Sales, Limited.	2518
Roger Dussault Limitée	2518	Roger Dussault Limitée	2518
Southern Industries Limited.	2519	Southern Industries Limited.	2519
Spicy Dill Incorporated.	2519	Spicy Dill Incorporated.	2519
The Acres Painters Incorporated.	2520	The Acres Painters Incorporated.	2520
The I. N. Company.	2520	The I. N. Company.	2520
The North Star Manufacturing Co. Ltd.	2521	The North Star Manufacturing Co. Ltd.	2521
York Woodcraft Ltd.	2521	York Woodcraft Ltd.	2521

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Bramhorn Inc.	2522
Diamond Taxicab Association Limited.	2522
Dorel Fashions Ltd.	2522
Dupuis Frères, Limitée—Dupuis Frères, Limited.	2522
Flintkote Mines Limited.	2526
Graphic Realty Inc.	2523
Grosvenor Investments Ltd.	2527
Hôtel Rus-Tik Inc.	2526
La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée—Reading Anthracite Canadian Company Limited.	2527
Laiterie City Dairy Limited.	2523
La Peinture Québec Inc.—The Quebec Paint Inc.	2523
La Société Immobilière D'Acton Incorporée.	2524
La Tour Eiffel Inc.	2526
Les Marchands en Quincaillerie Limitée	2524
Marcel D'Amours Ltée.	2524
Marwest Trading & Holdings Limited.	2527
Merry May Shoe Company Ltd.	2524
Paton Manufacturing Company, Limited.	2524
Playwell Sportswear Co.	2525
Richelieu Greeting Cards, Limited.	2525
Superfine Garment Holders Limited.	2526
The Angora Mills Ltd.	2525
Triangle Lumber Company	2526
Woollens & Textiles Corporation.	2527

LIQUIDATION, AVIS DE:

Lévesque & Duchesne Enrg.	2538
---------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bramhorn Inc.	2522
Diamond Taxicab Association Limited.	2522
Dorel Fashions Ltd.	2522
Dupuis Frères, Limited—Dupuis Frères, Limitée.	2522
Flintkote Mines Limited.	2526
Graphic Realty Inc.	2523
Grosvenor Investments Ltd.	2527
Hôtel Rus-Tik Inc.	2526
Reading Anthracite Canadian Company Limited—La Compagnie Canadienne de l'Anthracite Reading Limitée.	2527
Laiterie City Dairy Limited.	2523
The Quebec Paint Inc.—La Peinture Québec Inc.	2523
La Société Immobilière D'Acton Incorporée.	2524
La Tour Eiffel Inc.	2526
Les Marchands en Quincaillerie Limitée	2524
Marcel D'Amours Ltée.	2524
Marwest Trading & Holdings Limited.	2527
Merry May Shoe Company Ltd.	2524
Paton Manufacturing Company, Limited.	2524
Playwell Sportswear Co.	2525
Richelieu Greeting Cards, Limited.	2525
Superfine Garment Holders Limited.	2526
The Angora Mills Ltd.	2525
Triangle Lumber Company	2526
Woollens & Textiles Corporation.	2527

WINDING UP NOTICE:

Lévesque & Duchesne Enrg.	2538
---------------------------	------

NOMINATIONS:

APPOINTMENTS:

Commissaires d'écoles 2538

School Commissioners 2538

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Canabel Limitée. 2539
Louis Parent Limitée. 2539
Muretta Apartments Ltd 2540
Richmond Machine Tool and Die
Casting Company Limited. 2539
Roberts & Sons Inc. 2540

Canabel Limited. 2539
Louis Parent Limitée. 2539
Muretta Apartments Ltd 2540
Richmond Machine Tool and Die
Casting Company Limited. 2539
Roberts & Sons Inc. 2540

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Saint-Jérôme, ville de 2540
St-Laurent, ville de 2541

Saint-Jérôme, town of. 2540
St-Laurent, town of. 2541

VENTE, LOI DE FAILLITE:

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Chrétien, Lucien. 2542

Chrétien, Lucien. 2542

VENTES PAR LICITATION:

SALES BY LICITATION:

Benjamin *et vir* vs Benjamin *et al* 2543
Carignan *et vir* vs Carignan *et al* 2544

Benjamin *et vir* vs Benjamin *et al* 2543
Carignan *et vir* vs Carignan *et al* 2544

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

MONTREAL:

MONTREAL:

Brousseau *et al* vs Winslow. 2545
Canadian Personal Loan & Finance Co.
Inc. vs Ranger 2546
Gingras vs Archambault. 2546

Brousseau *et al* vs Winslow. 2545
Canadian Personal Loan & Finance Co.
Inc. vs Ranger 2546
Gingras vs Archambault. 2546

TERREBONNE:

TERREBONNE:

Lamarre vs Lambert *et vir* 2547

Lamarre vs Lambert *et vir* 2547

TROIS-RIVIÈRES:

TROIS-RIVIÈRES:

Carignan vs Lambert *et al* 2548

Carignan vs Lambert *et al* 2548

15859-o

15859-o

